

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

A/U : 2004/05

**Faculté de Droit, d'Economie, de
Gestion et de Sociologie**

Département ECONOMIE

Deuxième Cycle – Promotion Sortante

Mémoire de Maîtrise ès Science Economique :

<p>LA FILIERE FRUITS ET LEGUMES DANS LA REGION DU VAKINANKARATRA</p>

Directeur de mémoire : RANDRETSA Maminavalona

Professeur titulaire à l'Université d'Antananarivo

Présenté par :

RALAMBOZANANY Reine Dolcia

Date de Soutenance 20 Décembre 2005

REMERCIEMENT :

Ce travail a été le fruit d'une longue réflexion et d'une rude recherche. Ceci ne peut être accompli sans la grande aide de ceux qui ont contribué de près ou de loin à sa réalisation.

Un remerciement à Monsieur RANDRETSA Maminavalona qui a bien voulu m'encadrer dans la réalisation de ce mémoire. Je dédie aussi un vif remerciement à tous nos professeurs pour leurs enseignements et conseils.

J'adresse un profond remerciement à tous les organismes qui ont contribué à la conception de ce mémoire :

- à Monsieur Rakotoralahy J. Baptiste, Chef de Service du DRDR du Vakinankaratra
- à Madame Ratsimbazafy Modestine, Responsable de la promotion de la filière fruits et légumes dans la Région (DRDR)
- aux responsables de la documentation du MAEP
- à tous les personnels du CTHA
- à Monsieur Nary, ingénieur agronome de la CTHA qui m'a beaucoup aidé lors de ma descente dans la commune d'Ambano.

Nous espérons que ce modeste travail, contribuera à la prise de décision non seulement sur les politiques de développement local mais aussi celles du développement rural de Madagascar.

TABLE DES MATIERES

- 2 -

REMERCIEMENT

INTRODUCTION.....	05
Partie I : Etat des lieux.....	06
Chap I : Contexte socio-économique de la région du Vakinankaratra.....	06
1. Présentation de la Région du Vakinankaratra.....	06
11. Le climat.....	06
12. Population et démographie.....	07
13. Services sociaux.....	08
2.Secteur économique.....	09
11. Secteur agricole.....	09
12. Secteur secondaire.....	12
13. Secteur tertiaire.....	13
3. Analyse des contraintes et potentialités.....	14
31. Contraintes	14
32. Potentialités.....	16
Chap II : Analyse de la filière fruits et légumes.....	17
1. Aspect production.....	17
11. La pomme de terre.....	17
12. La culture de pomme.....	18
2. Aspect transformation.....	19
21. La réception des matières premières.....	19
22. Transformation.....	19
23. Liste des entreprises transformatrices de fruits et légumes.....	20
3. Aspect commercialisation.....	21

31. Commercialisation de la pomme de terre.....	21
32. Commercialisation de la pomme.....	22
33. Les acteurs présents dans la commercialisation	23
4. Place de la filière fruits et légumes dans le développement de la région....	24
41. L'organisation des filières et les relations marchandes entre les acteurs.	24
42. Rôle de l'informel dans l'approvisionnement et la distribution des produits	25
43. Les stratégies des entreprises et la compétitivité sur les marchés.....	26
44. Normalisation des produits, la qualité et la sécurité alimentaire.....	27
45. Les indicateurs économiques.....	29
PartieII. Analyse des politiques agricoles et alimentaires.....	30
ChapI. Analyse de l'évolution des politiques agricoles	30
1. Au niveau national.....	30
11. Les objectifs globaux.....	31
12. Mesures.....	31
13. Le PADR.....	33
2. Son impact dans la région du Vakinankaratra.....	33
21. Projet intervenant au niveau régional (PSDR).....	35
ChapII. Impact de la mise en œuvre de la zone libre échange sur la filière.....	38
1. Rôle de l'Etat	39
2. Les action des informations	40
3. Impact de la ZLE sur la filière.....	42
ChapIII. Place de la filière fruits et légumes dans le secteur agricole.....	45
1. Politiques prises sur la filière.....	45
2. Contribution de la filière dans le développement rural.....	52
CONCLUSION.....	55
BIBLIOGRAPHIE.....	56

ANNEXES

LISTE DES ABREVIATIONS

RESUME

INTRODUCTION :

Madagascar est réputé par la beauté de sa nature et la richesse de la biodiversité. En dépit de ses énormes potentiels en agriculture, élevage, pêche, mines, bois, Madagascar est encore classé parmi les pays les plus pauvres du monde avec un PIB de seulement 281\$/ an en 2002. Les paysans sont les plus touchés par cette pauvreté puisque 90% des pauvres travaillent dans l'agriculture. C'est à cause de cela que le gouvernement a défini sa stratégie de lutte contre la pauvreté par le passage au développement rural, plus précisément par la promotion de l'agriculture. Cela touche toutes les filières de l'agriculture y compris la filière fruits et légumes.

Grâce à ses potentialités agro climatiques exceptionnelles, Madagascar offre une grande diversité de fruits et légumes aussi bien de zone tempérée que tropicale. La plupart de ses productions sont en outre exportables. Aujourd'hui, les stratégies de développement sont de plus en plus axées vers une approche territorialisée. De ce fait, les solutions aux problèmes de développement sont orientées vers la prise en compte de la réalité de la région concernée. Dans cette démarche, la lutte contre la pauvreté doit tenir compte des ressources et productions régionales, des potentialités de la région, de l'influence que ces produits pourraient avoir dans le développement du pays.

Dans notre étude, nous avons choisi la filière fruits et légumes puisque cette filière a une forte potentialité actuellement (haute valeur alimentaire, culture de rente en période de soudure, l'augmentation de sa demande sur le marché local et international). Nous avons choisi la région du Vakinankaratra parce que l'agriculture constitue l'activité principale de la région et la production de fruits et légumes y est bien étalée sur toute l'année.

Dans cette présente étude, nous allons démontrer que la filière fruits et légumes peut contribuer beaucoup au développement de la région et aussi du pays. Pour ce faire, nous allons voir dans une première partie la situation actuelle de la filière dans la région qui est constituée par deux chapitre : le contexte socio-économique de la région et l'analyse de la filière fruits et légumes ; dans une deuxième et dernière partie, nous allons voir l'analyse des politiques agricoles et alimentaires qui peut inclure trois chapitres : l'analyse de l'évolution des politiques agricoles, l'impact de la mise en œuvre de la zone de libre échange sur la filière et la place de la filière fruits et légumes dans le secteur agricole.

Partie I : Etat des lieux

ChapI : Contexte socio-économique de la région

1/. Présentation de la région :

La région du Vakinankaratra est constituée de cinq Sous préfectures, à savoir : AntsirabeI, AntsirabeII, Betafo, Antanifotsy et Faratsiho.

1.1/. Climat :

L'année comporte trois saisons bien individualisées :

- une saison pluvieuse et moyennement chaude, de Novembre à Mars ;
- une saison fraîche et relativement sèche de Mai à Septembre ;
- une saison fraîche et relativement froide de Avril en Octobre.

Le climat est caractérisé par les températures et les pluviométries présentées dans le tableau de l'annexe, et dont les données ont été tirées de la Direction de la Météorologie et d'Hydrologie d'Antananarivo- Amparianomby.

Sol et végétation :

En matière de pédologie, la région de vakinankaratra est marquée par la dominance de deux types de sol :

- Les sols ferriques couvrant une grande partie de la région. Ils sont d'évolutions très diverses, pouvant porter du maïs, du manioc, et peuvent se prêter à la culture de pommes de terre et à l'arboriculture.
- Les sols alluvionnaires, constituant les bas-fonds portent en plus du riz, des cultures de contre saison.

Il faut d'ores et déjà faire attention, car l'exploitation du sol, de par sa potentialité, doit s'accompagner d'une lutte incessante pour la conservation et la restauration des sols, ce qui suppose l'interdiction, voire l'éradication des feux de brousse, la promotion, la mise au point de procédés destinés à freiner la rythme d'érosion, le développement des pratiques culturelles non érosives (culture en courbe de niveau), les amendements et la fertilisation doivent également intervenir massivement.

1.2/.Population et démographie :

Effectif :

Dans l'ensemble de la région de Vakinankaratra, la plupart des Sous préfectures ont plus de 180 000 habitants. La taille moyenne de la Sous préfecture est de 268 810 habitants d'après la source de la préfecture en 2002.

La répartition spatiale de la population est présentée dans l'annexe 1.

Au niveau sous préfecture, le tableau suivant indique une différence dans l'occupation du territoire. Une telle situation pourrait provenir des caractéristiques physique et géographique propres à chaque sous préfecture et en étroite relation avec la diversité des modes d'organisation économique.

La concentration humaine se trouve surtout à Antsirabe, là où l'occupation des sols est la plus densifiée. Cette pression démographique est due au phénomène d'urbanisation favorisant des flux migratoires positifs qui se traduisent par l'apport de population en provenance des autres Sous préfectures.

La densité globale de la population est de l'ordre de 77,53 habitants au km². La densité moyenne de la région de Vakinankaratra cache pourtant des disparités au niveau Sous préfecture. En effet, on peut noter une inégale répartition spatiale de la population que ce soit, entre les milieux urbain et rural que ce soit, entre les limites administratives et donc des variations importantes des densités d la population.

Comme le montre le tableau de l'annexe 1, l'effectif de la population est plus important en milieu rural qu'en milieu urbain. Environ 77,72% de la population de la région de Vakinankaratra réside en milieu rural. Le reste de la population se répartit inégalement dans les chefs-lieux des sous préfectures et les chefs-lieux des Communes.

Population active et inactive :

Parmi les 185 290 chefs de ménage, plus de 95% font partie de la population active dont, 0,5% sont à la recherche d'un emploi, soit à la suite d'un arrêt momentané de travail, soit pour trouver un premier emploi. L'importance de chefs de ménage en quête d'emploi varie sensiblement selon le milieu de résidence et la région; Dans la région de Vakinankaratra, Antsirabe I connaît le plus de chefs de ménage en quête d'emploi de 2,4%. La sous préfecture de Faratsiho n'en connaît que très peu (0,09%).

La population non active qui dépend, pour sa subsistance, du travail de la population active, représente une charge pour cette dernière catégorie de population. La dépendance sera mesurée par la charge de dépendance de la population non active et qui est définie comme étant l'effectif de la population non active à la charge de 1 000 personnes actives. Ainsi, la charge de dépendance moyenne de la population non active dans la région de

Vakinankaratra est de 4 654 pour 1 000 personnes actives (Monographie d'Antananarivo, 2001).

Le profil de la population inactive varie selon le milieu de résidence et la région. Il y a plus de ménagères et retraités en milieu rural.

Mouvement migratoire :

Dans la sous-préfecture d'Antsirabe I et la zone périurbaine, la mobilité des habitants va toujours dans un double sens : centrifuge vers la périphérie (disponibilité de terrains à bâtir, vie moins chère) et centripète (attractivité des équipements centraux).

Pour les autres Sous préfectures de la région de Vakinankaratra, les mouvements sont dirigés, pour une part, sur Antsirabe I. Il s'agit des marchands ambulants d'Antsirabe II, et de Betafo connus dans presque tous les marchés d'Antsirabe I. Enfin, des travailleurs saisonniers partent vers le mois de Mai de leurs Sous préfectures respectifs pour le Moyen Ouest, Antananarivo et le Sud, où ils finissent par s'installer définitivement au bout de quelques voyages annuels, lorsqu'ils commencent à acquérir des terres et des bestiaux.

Les mouvements vers la capitale de Vakinankaratra connaissent une intensité notable due au foisonnement des activités informelles et à l'importance des traditionnelles fonctions industrielles et commerciales de la ville qui, depuis longtemps, ne manquent pas d'attirer les sous espaces de la périphérie immédiate.

1.3/.Services sociaux :

Santé:

Les centres médicaux publics existent dans la Région de Vakinankaratra, à savoir :

- Les Centres Hospitaliers de District niveau 2 (CHD2) où l'on note la présence de médecins ;
- Les Centres Hospitaliers de District niveau1 (CHD1) dirigés par un personnel soignant autre que médecin ;
- Le centre de Santé de Base niveau1 (CSB1) qui sont des dispensaires ou de Centre de Soins Primaires ou de Postes Sanitaires tenus par un personnel soignant autre que médecin.

Les mêmes définitions ont été retenues pour comptabiliser les centres médicaux privés.

Nous pouvons trouver dans l'annexe le nombre d'établissement sanitaire public et privé de la région.

La couverture médicale est relativement satisfaisante pour la zone centrale (tous les habitants du Firaisana d'Antsirabe I sont à moins de 10 Km d'un médecin), les parties orientales et occidentales sont relativement très mal couvertes. Le Sud de Betafo et l'Est d'Antanifotsy connaissent un niveau d'équipement sanitaire faible, accentué par l'existence d'infrastructures non fonctionnelles respectivement au nombre de 2 et de 4.

Accès à l'eau potable :

L'alimentation en eau par le réseau de distribution de la JIRAMA est généralement faible dans l'ensemble de la zone. Dans les zones rurales, l'essentiel de l'approvisionnement provient de puits particuliers et des rivières.

L'alimentation en eau potable de la région de Vakinankaratra est alimentée soit :

- par un réseau de distribution de la JIRAMA : cas d'AntsirabeI, Betafo ;
- par de bonnes fontaines, adductions d'eau réalisées par différents projets ou ONG ;
- dans le cadre de microréalisation.

Tous les Chefs lieux de Sous préfecture sont dotés de Tranompokonolona ; IL font office de salles polyvalentes et peuvent servir de salles de réunion, de salles de fêtes, d'exposition et de spectacles. Quand au terrain de sport, la plupart sont des terrains de football plus ou moins aménagés, selon les normes réglementaires et sont le plus souvent rattachés aux infrastructures scolaires existantes.

Les services de sécurité :

La sécurité publique est assurée dans la Région par les quartiers mobiles, la police nationale, la gendarmerie nationale et les forces armées.

2/.Secteur économique :

2.1/.Secteur agricole :

Agriculture :

Globalement, l'ensemble des sous préfectures de la DRDR est caractérisé par la prédominance des cultures vivrières, les spéculations comme la canne à sucre ou le café restent très limitées.

On peut regrouper ces sous préfectures en deux types :

- Un premier type caractérisé par la présence de cultures telles que le haricot, pomme de terre et patate. Ces cultures étant favorisées par un climat adéquat. Ce type de cultures concerne les Sous préfectures de Betafo et de Faratsiho.

Un deuxième type où les cultures sèches et le riz sont représentés à part égale, notamment pour les sous préfectures d'Antanifotsy et d'Antsirabe II.

L'Agriculture, comme dans tout Madagascar, constitue l'activité principale de la Région. En effet les conditions agro climatiques et humaines permettent une vaste gamme de cultures. La morphologie générale de la Région est caractérisée par une grande potentialité de surface exploitable telles que les régions volcaniques de l'Ankaratra, ainsi que les grandes plaines. Les sols ont, dans l'ensemble, une grande fertilité.

Tableau1 : Potentiel en sol de la région

Sous préfecture	Superficie totale	Superficie cultivable	
	Total (ha)	Ha	% sup. Total SSP
Antanifotsy	342 500	102 828	38, 82
Antsirabe I	180 000	8 452	55,61
Antsirabe II	276 900	85 247	30,57
Betafo	910 700	91 790	11,10
Faratsiho	201 500	55 694	31,95
Total Vakinankaratra	1 749 600	344,011	22,05

Source : 1) DIRA Antananarivo 2) Annuaire – Statistique 1999

Tableau 2 : Répartition des superficies cultivées par Sous préfecture

Sous préfecture	Superficies cultivables (ha) (1)	Superficie cultivée (ha) (2)	% Superficie cultivée par rapport à Sup. cultivable
Antanifotsy	102 828	50 720	49,33
Antsirabe I	8 452	78 360	83,63
Antsirabe II	85 247		
Betafo	91 790	42 415	46,21
Faratsiho	55 694	25 520	45,82
Total Vakinankaratra	344 011	197 045	57,28

Les 197 045 hectares de superficies cultivées dans la région se répartissent comme suit pour la campagne agricole 89/99 :

- culture vivrière	97,43%
- culture de rente	0,15%
- cultures industrielles (arachide, canne à sucre)	0,8 %
- cultures fruitières	1,11%
- légumes	0,51%

Dans la région, les cultures vivrières occupent plus de 90% des superficies cultivées dans l'ensemble de la région. Les principales cultures sont le riz, le manioc, le maïs, la patate douce, le haricot et la pomme de terre.

Types de culture :

Cinq types de culture se partagent l'espace agricole de la région dont principalement : les cultures vivrières, fruitières, industrielles, de rente et maraîchères. Un aperçu global sur ces spéculations est donné par le tableau ci-après :

Spéculation	Surfaces (ha)	Rdt. Moyen (T/ha)	Production Moyenne Annuelle (T)
Riz irrigué	68 300	3	204 900
Riz pluvial	3 000	1,5	4 500
Pomme de terre	26 000	13,7	356 200
Maïs	43 100	1,5	64 650
Manioc	14 300	14	200 200
Légumes (tous confondus)	4 300	18	77 400
Fruits :			
Pommier	2 350	16	37 600
Pêchers/Prunier	1 050	13	13 650
Cultures industrielles :			
Soja	3 100	1,3	4 030
Blé	1 010	2,1	2 121
Orge	740	2,5	1 850

Elevage :

Concernant le gros élevage, il se répartit de façons presque équitables entre les bovins et les porcins, les caprins et ovines étant presque inexistantes (au maximum 10% dans la seule sous-préfecture de Faratsiho).

Pour le petit élevage, on assiste à une prédominance du poulet entre 70 et 90% des exploitations et des canards entre 10 et 30% des exploitations.

Enfin, on peut noter la forte présence d'étangs piscicoles, environ 20% des exploitations, dans la sous-préfecture de Faratsiho.

Tableau 3 : Effectif du cheptel de la région :

Recensement de la région	
Espèces	Effectifs
Bovins	296 300
Porcins	57 900
Volailles	1 791 000
Ovins	4 950
Caprins	710
Equins	270

Source : DIRA Vakinankaratra 2001

2.2/.Secteur secondaire :

Industries et artisanat :

L'industrie de la région se caractérise par son extrême concentration spatiale ; L'ancienneté des contrats avec les missionnaires, la capacité d'absorption du marché de consommation de la capitale et une certaine tradition technique à Antsirabe ont fait d'Antananarivo et d'Antsirabe les deux principaux pôles industriels du pays. En effet, plus de la moitié des unités industrielles de Madagascar sont concentrées dans ces deux villes. Mais elles ne fonctionnent qu'à 50-60% de leur capacité de production. L'implantation des industries dans le milieu rural est très faible.

La ville d'Antsirabe : deuxième pôle industriel de Madagascar

Deuxième ville de Madagascar, Antsirabe abrite des activités industrielles importantes depuis de longues dates (COTONA, SACIMEM, TIKO, SOCOLAIT, STAR...).

2.3/.Secteur tertiaire :

Transport et commerce :

Routes :

Dans la région, les réseaux routiers sont importants. Cette situation facilite relativement les échanges à l'économie marchande.

Coûts de transport :

Les coûts de transports (personnes et marchandises) sont variables selon les régions. Les disparités régionales sont fonction de l'état des infrastructures routières, de la disponibilité des services de transport et du degré d'enclavement d'une localité donnée.

Parmi les causes majeures qui freinent le développement économique de la Région s'inscrit d'une part, l'insuffisance des infrastructures de desserte, et d'autre part, le défaut d'entretien des routes qui existent depuis la période coloniale.

Compte tenu de la situation socio-économique actuelle, un grand effort reste à faire pour que les zones libres à potentialité agricole élevée soient mises en valeur et que les produits puissent circuler normalement des zones de productions vers les lieux de consommation ou de transformation.

Il se trouve qu'actuellement, faute de moyen de communication, une grande partie de la population préfère rester dans les zones, où la pression démographique est déjà très élevée, alors que d'autres zones restent encore libres. Quant au prix aux consommateurs, il s'avère être très élevé, ceci est surtout dû aux coûts de transports et aux différentes transactions intermédiaires élevées, à cause de l'état des routes et pistes de desserte ; ce qui n'en bénéficie pas tous les producteurs. Les produits ne circulent pas suffisamment si bien que certaines zones sont déficitaires en produits de consommation, alors que d'autres sont excédentaires et sont même obligés de détruire ou de les utiliser comme aliment de bétail, faute d'acheteur. Les Sociétés de développement ainsi que les ONG sont concentrées dans les zones à communication facile, alors que d'autres zones sont privées de ces avantages à cause du très mauvais état des routes ou de l'insuffisance de routes de liaison vers la Capitale de la Sous-préfecture d'où émanent les principales décisions.

Marché :

Dans la Région du Vakinankaratra, les grands marchés sont généralement hebdomadaires et ont lieu pratiquement un par Firaisana. Les transactions portent sur tous les produits et les quantités sont extrêmement variables. Toutefois, une certaine spécificité apparaît pour chaque région, hormis les principales marchandises vendues, tels les produits de l'artisanat, les friperies, ainsi que les intrants agricoles : pesticides et semences en détail, dont la vente mérite un suivi rapproché, particulièrement pour les pesticides.

Dans la région de Vakinankaratra, la gamme et le volume des produits sont également très variés, à savoir les produits agricoles, bovins et porcins, fruits et légumes, volailles, poisson d'eau douce, soie, produits laitiers. Le blé, l'orge et le soja alimentent les usines d'Antsirabe.

Communication et information :

Parmi les Services Sociaux retenus comme indispensables pour le développement rural réussi, s'inscrit le volet « communication et information » dont le développement cautionne la circulation des informations, tant à l'intérieur de la région elle-même, que de la région vers les autres régions et l'extérieur, et vice versa.

Concernant les informations écrites, plusieurs périodiques sont rédigés et diffusés soit par des organismes confessionnels, soit par des Projets, soit par des ONG,...entre autres le FIFATA qui édite mensuellement un journal intitulé « Paysan en Action ».

3/. **Analyse des contraintes et potentialités**

3.1/.Contraintes :

Globalement, on constate une dégradation de l'environnement urbain :

- Un manque de professionnalisme des producteurs :

Trop longtemps repliés sur des activités vivrières, dépourvus de formation dans le domaine des techniques agricoles et de gestion d'une entreprise, les acteurs du monde rural, peu ou pas formés n'appréhendent que très rarement les enjeux d'une agriculture moderne.

Des études ont montré que le paysan ne rémunère pas ou très peu son travail. Par exemple, la majorité des producteurs des exploitations de type familial peuvent proposer, au cours d'une étude de marché, des prix qui se multiplieront aisément quand ils auront

réalisé que pour offrir les quantités proposées, il aura fallu faire appel à une main d'œuvre extérieure et ... rémunérée. Ce manque de logique économique est une contrainte majeure

pour les transformateurs et exportateurs, jamais assurés de la régularité de leur approvisionnement, notamment au niveau des prix.

Vivant très souvent dans l'urgence du quotidien, les paysans laissent aisément à l'abandon les plantations fruitières dès que les fruits ne sont plus immédiatement commercialisables à des prix jugés raisonnables. Des associations paysannes peuvent résoudre ces problèmes. Certaines, avec à leur tête des dirigeants actifs, peuvent mobiliser des centaines d'hectares, mis à la disposition d'une mono-culture et de nombreux paysans représentant une main d'œuvre à un coût extrêmement compétitif.

- L'insécurité règne dans les campagnes :

En premier lieu, il existe toujours une forte insécurité foncière. L'insécurité foncière demeure un frein important à l'arrivée d'investissements étrangers dans le domaine agricole. Ceci est d'autant plus regrettable que c'est contestablement (avec le tourisme) le secteur qui offre les plus belles et les plus nombreuses opportunités.

Par ailleurs il faut malheureusement ajouter au problème foncier les trop nombreux vols de récolte : les campagnes continuent de se paupériser alors qu'il existe un demi-million de bouches supplémentaires à nourrir chaque année.

- Trop peu de recours à des financements :

On peut comprendre dans ce contexte précaire, que les banques hésitent à financer les investissements agricoles et particulièrement les productions à cycle long. Relayant la volonté des plus hautes autorités de l'Etat de placer le développement rural comme première priorité, quelques banques primaires commencent à financer des projets agricoles ou, tout au moins, participe à la recapitalisation d'organismes de micro-crédit. Au delà des taux pratiqués (autour de 3% mensuel) qui peuvent paraître élevés, le frein majeur demeure l'absence de projet et de volonté du monde rural d'entrer dans une réelle économie de marché. Trop peu de paysans éprouvent le besoin de s'équiper, par exemple, en petites machines mécaniques afin d'améliorer leurs techniques post-récoltes (calibrage –nettoyage...).

- Des infrastructures déficientes :

Le volume très faible de produits frais destinés à l'exportation n'a pas incité jusqu'alors quelconques entités à investir, par exemple, dans des chambres froides en zones aéroportuaires. Force est de constater que l'absence de ces infrastructures pénalise ceux qui (notamment dans le haricot extra fin) tentent d'exporter et qui, dans le meilleur des cas, limite leurs activités.

L'état général des routes mais surtout des pistes est tel qu'évacuer des produits frais, surtout des fruits, y compris pour la transformation, relève souvent de l'impossible. Des milliers de tonnes de fruits pourrissent ainsi sous les arbres chaque année.

Le très faible niveau d'électrification du pays (moins de 10% des zones rurales) et d'accès à l'eau courante annihilent souvent toutes les perspectives de développement de petites agro-industries. Il n'existe pas, par exemple, de station agréée pour le traitement des fruits et de quelques légumes par fumigation au bromure de méthyle alors que les Mauriciens exigent ces traitements (prohibés par les organismes internationaux mais pour lesquels Madagascar a obtenu une dérogation jusqu'en 2010). D'autre part, aucun laboratoire ne peut effectuer des tests de vieillissement pour l'élaboration des dates limites de consommation).

3.2/.Potentialités :

Potentialité humaine :

- taux d'alphabétisation assez élevé,
- forte tradition agricole,
- existence de main d'œuvre.

Potentialité physique :

- climat favorable à la possibilité de diversification des spéculations agricoles relatives à l'agriculture.
- infrastructures assez développées par rapport à d'autres régions,
- réseau hydraulique permettant le développement des cultures irriguées.

Potentialité économique :

- existence de grande ville,
- taux d'encadrement du milieu rural assez élevé,
- infrastructures social assez développées dans les zones urbaines.

En général, nous pouvons dire que la région de Vakinankaratra ne manque pas de potentialité, il suffit juste de bien la définir.

Dans la prochaine chapitre, nous allons étudier une filière qui fait la renommé de la région, « la filière fruits et légumes ».

ChapII : Analyse de la filière fruits et légumes :

La production de fruits et légumes est bien étalée sur toute l'année dans la Région du Vakinankaratra. On distingue les cultures de saison sèche pour les légumes racines :ail, oignons, carottes et celles de la saison pluvieuse : les foliacées, asperge, artichaut, aubergine, chicorée, concombre, poivron, melon, petits pois, tomates, salades, ... (en général les légumes qui exigent soit plus d'eau, soit des températures plus élevées, soit les deux à la fois). Production fruitière présentée en annexe 11, source : DRDR – Vakinankaratra Octobre 2005.

1/.Aspect production :

Nous allons choisir un cas particulier dans cette étude, le cas de la pomme de terre pur les légumes et la pomme de la région d'Ambano pur les fruits.

1.1/.La pomme de terre :

Le faritany d'Antananarivo est la principale région productrice de pomme de terre avec 258 860 tonnes en 2000, soit 90% de la production nationale. La région du Vakinankaratra à elle seule enregistre 73% de ce volume provincial.

Les données officielles en 2000 font état d'une superficie cultivée de 49 205 ha sur l'ensemble de l'île avec une production de 286 790 tonnes (Min Agri, statistiques agricoles 2000). Le rendement moyen est alors de l'ordre de 4,40t/ha. Nous pourrions trouver dans l'annexe 12 le calendrier cultural de la pomme de terre.

Techniques culturales :

Les pratiques culturales sont encore traditionnelles : plantation par trouaison, utilisation de semences autoproduits, faible suivi d'entretien de la culture pluviale. Les techniques nouvelles sont difficiles à faire adopter : les exploitants hésitent à investir par crainte d'éventuelles chutes de production dues à des facteurs non maîtrisés.

La culture intensive n'est ainsi pratiquée que dans des zones avoisinant des services d'encadrement et de vulgarisation des techniques améliorées : triage de semences, culture sur billon, utilisation optimale des intrants.

Variétés :

FIFAMANOR a pu développer 10 nouvelles variétés productives, résistantes à diverses maladies, à cycle végétatif plus court (3-4 mois). Les producteurs ruraux adoptent

de plus en plus les nouvelles variétés notamment pour la culture de contre saison. Mais les variétés traditionnelles (marakely et garana) restent encore majoritairement utilisées dans plusieurs régions de production malgré des rendements inférieurs à ceux des nouvelles variétés car elles ont une bonne tenue au stockage (encore traditionnel) et un goût apprécié.

Semences :

Une large majorité d'agriculteurs, 50 à 70% (Reyt, 1999), utilise leurs propres semences produites dans l'exploitation. En moyenne pas plus de 1/3 des producteurs achètent des semences.

1.2/La culture de pomme :

Les froids hivernaux propices à la vernalisation des arbres tempérés et les chaleurs estivales favorables à la maturation des fruits ont permis l'essor de l'arboriculture fruitière dans le Vakinankaratra.

Les pommes, les pêches, les abricots, les prunes et les poires revêtent pour les paysans un intérêt économique indéniable (source de revenus monétaires). Et cela d'autant plus que les modes de production actuels induisent des prix de revient minimes car beaucoup de vergers sont très anciens et peu entretenus. Les opérations effectuées se limitent le plus souvent à la récolte des fruits.

Parmi tous ces fruits, la pomme présente l'avantage d'être moins fragile et de pouvoir mieux se conserver. Sa production nationale qui était de 10 000t en 1969 est aujourd'hui estimée à 6 000t. Elle constitue la principale culture fruitière des paysans du Vakinankaratra (Ambano, Soanindrariny, Andranomaneletra,...).

La commune d'Ambano, située à une dizaine de kilomètre au Nord-Ouest d'Antsirabe, produit essentiellement la variété « ménagère » et la variété « Golden ».

L'enquête réalisée récemment par la CTHA auprès des 60 plus grandes exploitations fruitières de la commune d'Ambano permet de mieux caractériser les producteurs susceptibles de se professionnaliser rapidement. La grande majorité (80%) de ces producteurs se dit en effet prêts à s'engager dans un processus d'amélioration de la qualité de leur production. Leur exploitation d'une surface moyenne de 3,5ha compte environ 230 pommiers. La production y avoisine un rendement de 40Kg/arbre.

Les problèmes les plus souvent cités sont le manque de moyens financier pour acheter des intrants et du matériel. 70% des producteurs interrogés disent pratiquer la taille, mais ils le font dans la plupart des cas, de manière aléatoire à la hache, au coupe-coupe et plus rarement au sécateur. Seuls 20% de ces « grands » producteurs fertilisent leurs

vergers. Ils pensent que les engrais apportés aux cultures qui leurs sont associées (pommes de terre et maïs) sont suffisant. Les récoltes ne sont pas effectuées en fonction de la maturité des fruits mais dans le souci de regrouper la récolte pour faciliter la gestion de la main d'œuvre ou plus simplement pour être prêt à la date de passage fixée par le collecteur. Certains ouvriers n'hésitent pas à secouer les pommiers pour que les fruits tombent plus vite ! Les chocs subis par les fruits au moment de leur « cueillette », le mode de conditionnement (soubique de 20kg ou caisse en bois de 8kg) et l'absence de chambre froide nuisent à la bonne conservation des fruits.

2/.Aspect transformation :

2.1/ La réception des matières premières :

A la réception des matières premières, les produits sont pesés, contrôlés et triés pour éliminer ceux qui, de mauvaise qualité, pourraient endommager toute une fabrication. Dans les unités semi industrielles, on réalise à cette étape une fiche par lot de matière première. Cela permet de mieux gérer les stocks : on utilise d'abord les produits achetés en premier. Cela permet également en cas d'accident de fabrication dû à un problème de matière première, d'en retrouver l'origine.

Selon les cas, les matières premières sont utilisées tout de suite (fruits frais), ou stockées dans l'attente de la fabrication si elles se conservent. Une méthode efficace, simple et bon marché pour conserver les ingrédients à l'abri des rongeurs, des insectes et de l'humidité est d'employer des bidons rigoureusement nettoyés et fermés hermétiquement.

2.2/ Transformation :

Pourquoi transformer les fruits et légumes ?

- Valoriser des excédents de production
- Sécuriser et augmenter les revenus des producteurs
- Favoriser les activités génératrices de revenu, surtout pour les femmes

Le niveau de protection du marché de fruits et légumes transformés est suffisant pour empêcher la concurrence massive des produits importés, avec un droit de douane de 10% et une taxe à l'importation de 20%.

Contraintes :

La difficulté se présente à plusieurs niveaux :

- La formation des hommes
- La disponibilité de l'équipement (et de son bon fonctionnement)
- La disponibilité des emballages et conditionnements adéquats
- Le respect de la chaîne de froid
- Le respect des délais d'acheminement.

2.3/ Listes des entreprises transformatrices de fruits et légumes :

entreprise	Contact
ARCHE DE NOE	Jo main Sylviane Tél (261 20) 22 459 53 Jo main@dts.mg
Association MANAMPY	Rafaravololona Norovelo Tél (261 20) 32 07 154 84
BONGOU	Razafiaarisoa Josette Tél (261 20) 22 440 85 bongou@dts.mg
Citronnade cool	Rabe Jocelyne Tél (261 20)22 540 89
CODAL	Brunot Claude Tél (261 20)22 234 24 codal@dts.mg
ENTREPRISE ANDRY	Rajaona Haja Andosoa Tél (261 20) 33 11 443 80
GAM	Ratsimbazafy Voahangy Tél/Fax (261 20)22 604 68
FRE	Martres Chausson Christophe Tél (261 20)22 311 74
SORAN	Rakotomavo Antonio Tél (261 20) 22 205 05 soran@dts.mg

Mais pour passer à une véritable activité professionnelle et améliorer véritablement ses revenus, il est utile d'apprendre à calculer le prix de revient des boissons, de réaliser une petite étude de marché pour évaluer la clientèle potentielle, la concurrence et les circuits de distribution selon les produits, les produits préparés et leur prix de vente, les perspectives de gain. Il faut garder à l'esprit que l'objectif premier est de bien vendre sa production, pour cela un tour d'horizon des techniques de vente est nécessaire.

3/. Aspect commercialisation :

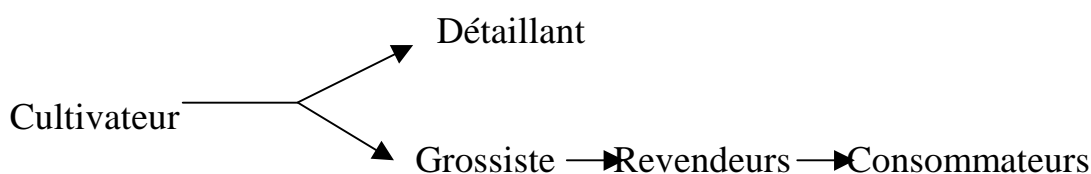
3.1/La pomme de terre :

La part totale de pomme de terre commercialisée se chiffre à environ 43% (CITE/FOFIFA, 2001) de la production totale. Une carte de flux de commercialisation au niveau national est présentée dans l'annexe13.

Les principaux clients :

Les produits du Vakinankaratra et de Fianarantsoa s'acheminent vers le Sud, Sud-est, et Sud-ouest (Toliara, Tolagnaro, Morondava). Les marchés de gros d'Antananarivo absorbent 80% de la part commercialisée. Les marchés d'Antsirabe consomment 1(% de la part commercialisée.

Les circuits de distribution de légumes :



Les prix :

Les évolutions des prix marquent une tendance à la hausse.

Prix aux producteurs :

Année	1997	1998	1999	2000
Prix (fmg/kg)	300	325	740	nd

Source : statistique agricoles Min Agri 2000

Prix sur les marchés d'Antananarivo :

Année	1997	1998	1999	2000
Prix (fmg/kg)	678	798	917	1044

Source : statistiques agricoles Min Agri 2000

Evolution du prix des pommes de terre en 2004 (fmg) :

Jan	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct.
1768	1721	1614	2474	2281	2421	2548	2377	2143	2077

Source ; Statistique Agricoles

Les facteurs influençant les prix pratiqués sont :

- L'importance de l'offre, laquelle est aussi facteur de la saisonnalité de la production notamment la mise sur les marchés de la production de contre saison,
- Le prix du transport
- Et secondairement les variétés.

Type de transport utilisé par les marchands agriculteurs en % dans la région du Vakinankaratra :

Voiture	Charrette	Bicyclette	Dos d'homme	Autre	Total
26%	17%	6%	49%	1%	100%

Enquête sur les marchés ruraux en 2003 INSTAT

La transformation :

La seule transformation de pomme de terre faite à Madagascar est les chips.

3.2/.La pomme :

La saison de la commercialisation de la pomme est pour ainsi dire réduite à la période de fructification de février à avril. Ceci laisse le marché libre à la pomme d'importation d'Afrique du Sud ou d'Europe que certains consommateurs achètent en supermarché jusqu'à 7000 ariary par kilo.

Pour aider les paysans malgaches à occuper progressivement ces créneaux rémunérateurs, le CTHA propose aux producteurs d'Ambano de réaliser de nouvelles formations pratiques sur le piquetage, la trouaison, la plantation, la taille et l'éclaircissage.

Ces formations auront lieu chez les producteurs et sur le terrain que le CTHA occupe depuis près de 6 mois à Ambano. La route vers la professionnalisation est encore longue mais les potentiels de développement de la filière « pomme » existent : ils méritent d'être explorés dans l'intérêt des producteurs (amélioration des revenus) et des consommateurs (étalement de la période d'achat des pommes ainsi qu'amélioration de l'aspect extérieur et gustatif des fruits).

3.3/ Les acteurs qui sont présents dans la commercialisation :

Les producteurs :

La culture de fruits et légumes intéresse de plus en plus les producteurs des régions productrices. Ils commencent à s'organiser pour écouler leur produit.

Les collecteurs :

Des collecteurs primaires constituent un premier maillon de la chaîne commerciale. Ils organisent le transport des fruits et légumes à partir des petits marchés jusqu'à des points de collecte. Les vrais collecteurs et les collecteurs grossistes viennent acheter sur ces marchés spécialisés.

Les transporteurs :

Ils constituent un facteur important sur la détermination du prix des produits agricoles.

Les grossistes ou demi-grossistes :

Ce sont ces grossistes qui écoulent le produit sur les marchés de détail de la capitale et qui jouent le rôle d'intermédiaire pour les régions côtières

Les détaillants :

Ils sont constitués par les marchés des quartiers, les marchés hebdomadaires, les épiceries et les grandes surfaces. Ils présentent une gamme variée de pomme de terre aux consommateurs notamment de la capitale.

4/. Place de la filière fruits et légumes dans le développement de la région :

4.1/. L'organisation de la filière et les relations marchandes entre les acteurs :

Dans la région d'Antsirabe, il n'existe pas de production en régie directe de l'Etat qui est représenté par le DRDR. Les acteurs dans la filière sont en étroites collaborations dont le principal objectif est le développement de la Région.

L'Etat :

Le PSDR finance 100 sous projet dans les cinq sous-préfectures de la Région, répartis dans 30 communes pour un montant de 6 millions de Fmg.

Pour promouvoir la filière fruits et légumes, la commune d'Antsirabe organise chaque une vitrine de Vakinankaratra qui représente tous les produits de la ville surtout les fruits et légumes. Cela a permis aux paysans l'amélioration de la production et leur incitation de donner le meilleur de eux-mêmes à cause de la concurrence et enfin de s'ouvrir vers d'autres marchés.

Les organismes de crédit :

Le crédit rural est l'un des outils indispensables aux producteurs pour qu'ils puissent faire face aux multiples obligations de la socio-économique rurale. On distingue deux types de structures :

- l'institution bancaire officielle : la BTM (structure privée),
- les structures mutualistes (Organisations paysannes).

Les institutions financières mutualistes en tant que telles, sont peu nombreuses. Leur taux de pénétration au niveau de la population rurale est encore assez faible.

Par contre, beaucoup d'organismes (ONG, Opérateurs privés,...) introduisent parmi leurs multiples activités des opérations de crédit suivant un système défini correspondant à l'objectif propre de chaque organisme (SAF/FJKM/ADAPE/KOBAMA,...).

Pour assurer un appui efficace au développement rurale, les agents d'encadrement de l'Etat sont, soit peu nombreux à avoir une qualification suffisante, soit dotés de moyens insuffisants ou les deux à la fois. Ainsi, ce sont les ONG qui ont pris le relèvement selon leur mode d'intervention spécifique, leur objectif et leurs domaines d'activité. Ces organismes d'appui et l'Etat vont constituer le 3p, partenariat public privé. Pour la filière fruits et légumes il y a le MAEP (Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche), le CTHA (Centre Technique Horticole d'Antananarivo) qui est une association interprofessionnelle

de fruits, légumes et plantes orientales et le PSDFFL ou Projet de Soutien des Filières Fruits et Légumes sur les Hauts Plateaux.

Les opérateurs économiques privés :

Les opérateurs économiques privés sont parmi les principaux partenaires des agriculteurs. Ils sont à la fois clients et fournisseurs des paysans producteurs.

On distingue :

- les sociétés de distribution,
- les collecteurs de produits agricoles,
- les agro-industries et de transformation,
- les fabricants et commerçant de matériels agricoles,
- les prestataires de service.

On peut citer quelques entreprises privés qui son en étroite collaboration avec les producteurs de fruits et légumes : TIKO, CODAL (conserverie), GAM-Mélodie, les PME et artisans, confiseries, confitureries artisanales,...

Les consommateurs :

Cerner la place que les consommateurs accordent aux légumes dans l'ensemble des produits alimentaires qu'ils prennent chaque jour est l'un des principaux indicateurs permettant de mieux caractériser la place qu'occupe la filière dans le développement de la région. Ainsi on a constaté que les légumes se situent après le riz, les viandes et les poissons dans la classification par ordre d'importance des divers types d'aliments par les consommateurs.

4.2./Rôle de l'informel dans l'approvisionnement et la distribution alimentaire (filère fruits et légumes):

Le secteur informel est défini comme l'ensemble des unités de production dépourvues de numéros statistiques et/ou de comptabilité écrite formelle. Comptabilité ayant une valeur administrative au sens de la contribution directe.

Les communes informelles sont spécialisées dans le commerce de détail des produits agro-alimentaires (dont des produits agricoles non transformés dans la moitié des cas).

La nature des relations du secteur informel avec l'Etat est au cœur des enjeux portant sur le rôle que le secteur joue dans le processus de développement des pays du tiers monde. Paradoxalement, ce champ 'investigation qui a fait couler beaucoup d'encre reste largement inexploré. On a même longtemps vu que, par nature, il était impossible d'obtenir des données fiables sur le secteur informel.

Faute d'instruction, de connaissance appropriée, le pouvoir public adopte des positions les plus contradictoires à l'égard du secteur informel. Ils oscillent entre une attitude répressive une bienveillance mansuétude. L'ambivalence et l'environnement de l'Etat vis -à vis du secteur informel constitue une source d'incertitude qu'il convient de lever pour que l'effort productif des entrepreneurs informels ne soit pas sans cesse contrarié.

Les ménages s'adresse massivement au secteur informel pour leur consommation. Dans l'alimentation, le secteur informel ne souffre d'aucune concurrence sérieuse. 99% des produits alimentaires sont achetés dans le secteur informel, les épiceries de quartier en fournissant près de la moitié et les marchés plus du tiers. Bon nombre d'aliments proviennent exclusivement du secteur informel. La part des supermarchés est totalement marginale (0,2%), à l'instar de celle occupée par les boutiques formelles (0,3%). Les seuls produits où le secteur formel enregistre un score honorable sont des biens particuliers dont la part dans la consommation est très faible comme les « confitures et conserves de viandes » (74%), les « aliments préparés pour bébés » (20%).

4.3/.Les stratégies des entreprises et la compétitivité sur les marchés :

Les unités de transformation de fruits et légumes sont encore' peu nombreuses dans la région. Lors que les fruits et légumes abondent dans la Région du Vakinankaratra, les transformer dans des unités industrielles voire artisanales n'attire pas pour l'heure le chaland. Les unités existantes sont pour la plupart récentes. Certaines unités ne travaillent qu'un seul produit et ce dans la valorisation écarts de triage de la campagne d'exportation en frais. Ce qui signifie que ce ne sont pas de véritables activités de transformation fruitières mais des activités secondaires.

Toutefois, ces dernières années, des petites entreprises familiales ont vu le jour, principalement sur Antananarivo et Antsirabe dans la production de produits sucrés, séchés et de sirop mais leurs activités restent souvent ponctuelles et secondaires. La plupart de ces

activités ont été créées à travers des actions de structuration et de formation vulgarisées par l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel).

Par ailleurs, le secteur de transformation de fruits et légumes dans la région et c'est aussi le cas de Madagascar, rencontre un certain nombre de contraintes : étroitesse du marché local, mauvaise qualité et difficile disponibilité des matières premières à cause des vergers et plants anciens et non entretenus, non disponibilité de certains emballages et autres manques d'environnement formation qui ne permet pas à de nouveaux opérateurs d'envisager sereinement le démarrage d'un projet. Il y a pourtant un petit noyau d'entreprises dynamiques ou à redynamiser qui ont soit supporté pour l'instant toutes les crises, soit démarré et développé des activités récemment qui sont actuellement en pleine croissance (cas de Mélodie-GAM) qui méritent de bénéficier d'appui en matière d'information et de conseil.¹

4.4/.Normalisation des produits, la qualité et la sécurité alimentaire :

La normalisation, la qualité et la sécurité alimentaire ne concernent pas uniquement la Région du Vakinankaratra, elles concernent aussi le pays tout entier.

La politique agricole a toujours eu pour but de garantir la sécurité de notre alimentation. Dans les premier temps, toutefois, l'objectif était de faire que le pays ait assez à manger, dans les mauvaises années comme dans les bonnes. Elle vise également à assurer un revenu constant aux agriculteurs en leur garantissant toujours un marché pour leurs produits, quitte à leur acheter et à entreposer les éventuels surplus. Au fil des ans, le coût de cette approche est devenu prohibitif (les demandes de produits agricoles ont baissé : c'était le cas de la fraise et des produits destinés à l'exportation comme le litchi, ce qui amène à la baisse des cours).

Pour garantir cette sécurité alimentaire et suivre les normes imposées sur les marchés, l'Etat travaille en étroite collaboration avec des organismes privés.

Le SVP :

Le SVP est un de ses partenaires. Le SVP ou service de protection des Végétaux coiffé par la Direction de la Santé Animale et Phytosanitaire (DSAPS), le

¹ Echos des entreprises dans DMD n°789 du 07/02/02, Un article de Christian Andrianarisoa

SVP est rattaché au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche. Ses missions sont conformes aux directives des organismes internationaux œuvrant dans le domaine de la protection sanitaire des cultures à savoir : le Conseil International de la Protection des Végétaux, le Conseil Phytosanitaire de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Les fonctions du SVP sont les suivantes :

- La mise en place et l'application de la réglementation phytosanitaire relative aux cultures et aux pesticides,
- L'appui et le conseil technique phytosanitaire pour préserver la qualité de la production agricole tout en tenant compte de la protection de l'environnement et de celle de la santé humaine et animale.

Le CTHA travaille en étroite collaboration avec le SVP dans le domaine de l'expérimentation des pesticides et des méthodes de lutte contre les ennemis des principales espèces horticoles ciblées par lui.

Depuis fin 2003, le SVP a été désigné comme Point Focal National (PFN) du comité scientifique d'orientation et de pilotage (CSOP) du PRPV (Programme Régional de la Protection des Végétaux) à Madagascar en partenariat avec le FOFUFA (Centre National de Recherche Appliquée au Développement Rural), le Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche ainsi que la CTHA.

La participation active de du SVP de Madagascar au PRPV devrait très prochainement permettre de lever certaines barrière phytosanitaires qui freinent les échanges de fruits et légumes entre les cinq îles de l'océan Indien (Exemple : cas de la pomme de terre vers l'île Maurice).

Le BNM :

Le Bureau des Normes de Madagascar (BNM) est l'Organisme National de normalisation chargé de la mise en œuvre de la politique Nationale en matière de Normalisation/ qualité.

Le BNM est un Etablissement Public National à caractère administratif, doté de la personnalité morale et jouissant d'une autonomie administrative et financière, placé sous la tutelle technique du Ministère chargé du Commerce, sous la tutelle financière du Ministère chargé des Finances et sous la tutelle budgétaire du Ministère chargé du Budget.

Dans le contexte de compétitivité et d'exigences croissantes des marchés, le BNM a été créé pour réaliser les travaux de normalisation et d'assurance qualité afin d'appuyer et

accompagner les entreprises et les opérateurs à maîtriser et gérer la qualité des produits, biens et services.

4.5/ Les indicateurs économiques

Valeur ajoutée par travailleur dans l'agriculture (en \$ de 1995)

1979-1981	1995-1997	Pourcentage de variation
198	180	-9

Rendement moyen dans les récoltes en 1995-1999 : 3,70t/ha.

Contributions relatives de l'augmentation des superficies et des rendements à l'accroissement de la production agricole.

	1981-89 croissance	superficie	rendement	1990-99 croissance	superficie	Rendement
Riz	2,3%	77	23	2%	72	28
Légume et melon	2,8%	69	31	1,8%	62	38

Nous pouvons constater que le rendement des fruits et légumes est légèrement plus grand que celui du riz. Cela est encore confirmé dans l'annexe 11. Ceci explique la grande contribution de la filière dans le développement de la région.

Partie II : Analyse des politiques agricoles et alimentaires :

La théorie du développement fait l'objet d'importantes remises en cause. De l'après guerre à la fin des années 1970, le développement a été pensé en terme national, il s'agissait d'adopter un modèle susceptible de rendre plus apte à la croissance (Perroux, Rostow).

Dans cette deuxième et dernière partie nous allons analyser la politique menée par l'Etat sur l'agriculture et son impact sur la région et puisqu'on ne peut pas ignorer la mondialisation, nous allons ensuite voir les impacts de la mise en œuvre de zone libre échange sur la filière et enfin la place de la filière fruits et légumes dans le secteur agricole.

Chap I : Analyse de l'évolution des politiques agricoles :

Dans les pays en développement, les exploitants agricoles en zones rurales représentent souvent le plus important segment du secteur économique. La faiblesse des politiques, des marchés, des infrastructures et des institutions empêche les agriculteurs d'exploiter pleinement leur ferme. Il est indispensable de créer un climat favorable à l'agriculture. Pour remédier à ce fléau, des politiques sont mises en place au niveau national, tout d'abord, ensuite au niveau régional.

1/. Au niveau national :

Le DSRP (Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté) consacre une place prépondérante au développement rural et à l'augmentation des revenus agricoles. Il escompte un rythme de croissance de 4% de ces revenus, pour atteindre l'objectif de croissance globale qu'il s'est, soit 6 à 7%. C'est à partir de ce document que l'Etat a défini le programme de mise en œuvre de sa politique générale. Ce programme a été présenté par M. Jacques Sylla, Premier Ministre (26 Mars 2002).

1.1/. Objectifs globaux :

- 30 -

- Améliorer le niveau de vie des paysans
- Professionnaliser les métiers exercés dans le monde rural

- Encourager toute forme de regroupement ou de partenariat motivant la participation effective (directe ou indirecte) de la population paysanne au développement de l'économie, en général et du monde rural en particulier
- Appliquer une politique agricole contribuant à l'autosuffisance alimentaire
- Garder, sinon améliorer la place de Madagascar dans le commerce international des produits d'exportation traditionnels
- Préserver les ressources animales existantes
- Gérer rationnellement les ressources disponibles
- Augmenter et diversifier les revenus des producteurs
- Contribuer à l'équilibre de la balance de paiement du secteur et à la formation du PIB national
- Encourager la mise en place du groupe de travail pour le développement rural (GTDR) et l'approche participative au niveau village (APNV)
- Veiller au respect de la qualité de la production par l'interdiction de la pratique du procédé transgénique (OGM) et favoriser le développement le développement du procédé biologique
- Sauvegarder le rôle tenu par le secteur pêche dans le domaine des exportations et l'amélioration des revenus et la sécurité alimentaire et nutritionnelle

1.2/.Mesures :

Le principe est d'adapter les types d'exploitation et la nature de la production aux conditions naturelles et aux ressources humaines.

- Intégrer dans tout programme de développement rural une politique de migration génératrice d'emplois pour freiner le phénomène d'exode rural
- Réhabiliter et construire de nouveaux réseaux hydrauliques agricoles et protéger les bassins versants pour éviter tout risque d'érosions et éventuel ensablement des rizières, tout en normalisant leur utilisation
- Réduire les taxes portant sur tout équipement et intrant agricoles
- Résoudre et maîtriser les problèmes fonciers en milieu rural
- Création d'un environnement socio-économique
- Etablissement d'un plan national pour le développement rural basé sur la consultation des régions (approche participative et multisectorielle)

- Renforcer l'appui au programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle en matière de ressources halieutiques
- Apporter un soutien continu à la pêche traditionnelle et artisanale et renforcer les réglementations en vigueur par la mise en place de contrôle (exploitation, qualité,...) efficace et sans exception des opérateurs du secteur
- Favoriser la mise en place de nouvelles bases à terme (chambre froide, centre de traitement,...) ou réhabiliter les installations déjà existantes pour le développement de la pêche maritime.

Mesures additives²:

Infrastructures :

Ces mesures vont de la réhabilitation des réseaux hydrauliques à la création d'aéroport et de pont dédiés à l'exportation des produits naturels ou à valeur ajoutée. Cela suppose la mise en place de silos communaux et régionaux ainsi que la création d' « agro-cities », villes de concentration des maillons de la chaîne de valeurs liées à l'agriculture.

Education, formation :

L'enseignement agricole commence dans les écoles. Les filières se diversifient et se spécialisent durant le secondaire et jusqu'au niveau universitaire afin de doter la vision des compétences qu'elle impose, la recherche sera renforcée et des chaînes universitaires seront créées en vue de la production alimentaire. Le recours à l'expertise et au partenariat international fait partie de la démarche.

² La vision pour Madagascar définie en Conseil des Ministres par le Président de la République le 24 novembre 2004

1.3/Le PADR (Plan d'Action pour le Développement Rural) :

Depuis un certain temps l'approche du développement rural à Madagascar s'est effectuée surtout au travers de projets et programmes mis en œuvre par les Départements ministériels concernés par le développement rural généralement de façon non coordonnée, sans reconnaissance adéquate du rôle et du potentiel de tous les acteurs en milieu rural et surtout sans recours suffisant aux démembrements de l'Etat dans les régions.

Un document de Politique pour le Développement Rural a été élaboré en Février 1994 par le Ministère d'Etat à l'Agriculture et du Développement Rural, une cellule d'analyse et réflexion dénommée Unité de Politique de Développement Rural (UPDR) a été mise en place au sein dudit département en 1995.

Par la suite plusieurs événements ont jalonné la vie économique et politique de Madagascar, notamment la reprise des relations avec les institutions de Bretton Woods en Novembre 1996 concrétisé par l'adoption du Document Cadre de Politique Economique (DCPE), l'élection d'un nouveau Président de la République, l'adoption de la révision de la Constitution, ainsi qu'une nouvelle structure du Gouvernement avec l'éclatement du Département chargé du Développement Rural en plusieurs ministères.

Le PADR est un processus par lequel des entités existantes du secteur public et privé au niveau et au niveau régional vont identifier, formuler, organiser l'exécution d'intervention et de programmes et qui contribuent d'une façon cohérente aux objectifs de croissance du secteur. Le document élaboré dans le cadre de ce processus est retenu comme PLAN d'ACTION NATIONAL et sert de référentiel à tous les programmes et projets de développement rural.

2/. Son impact dans la région d'Antsirabe :

Le DSRP insiste sur la nécessité de susciter l'adhésion et la mobilisation de tous les acteurs et considère la relance du processus de décentralisation, comme le moyen de s'assurer de l'ancrage et de l'appropriation des actions de développement par la population. Dans cette perspective, plusieurs interventions et mesures ont été prévues : renforcement du rôle des communes dans leur position d'interlocuteur privilégié, renforcement de leurs capacités institutionnelles (incluant l'appui aux Plans Communaux de Développement), le développement des dispositifs de coopération intercommunale et

l'amélioration de l'autonomie financière des communes (croissance des ressources fiscales et parafiscales).

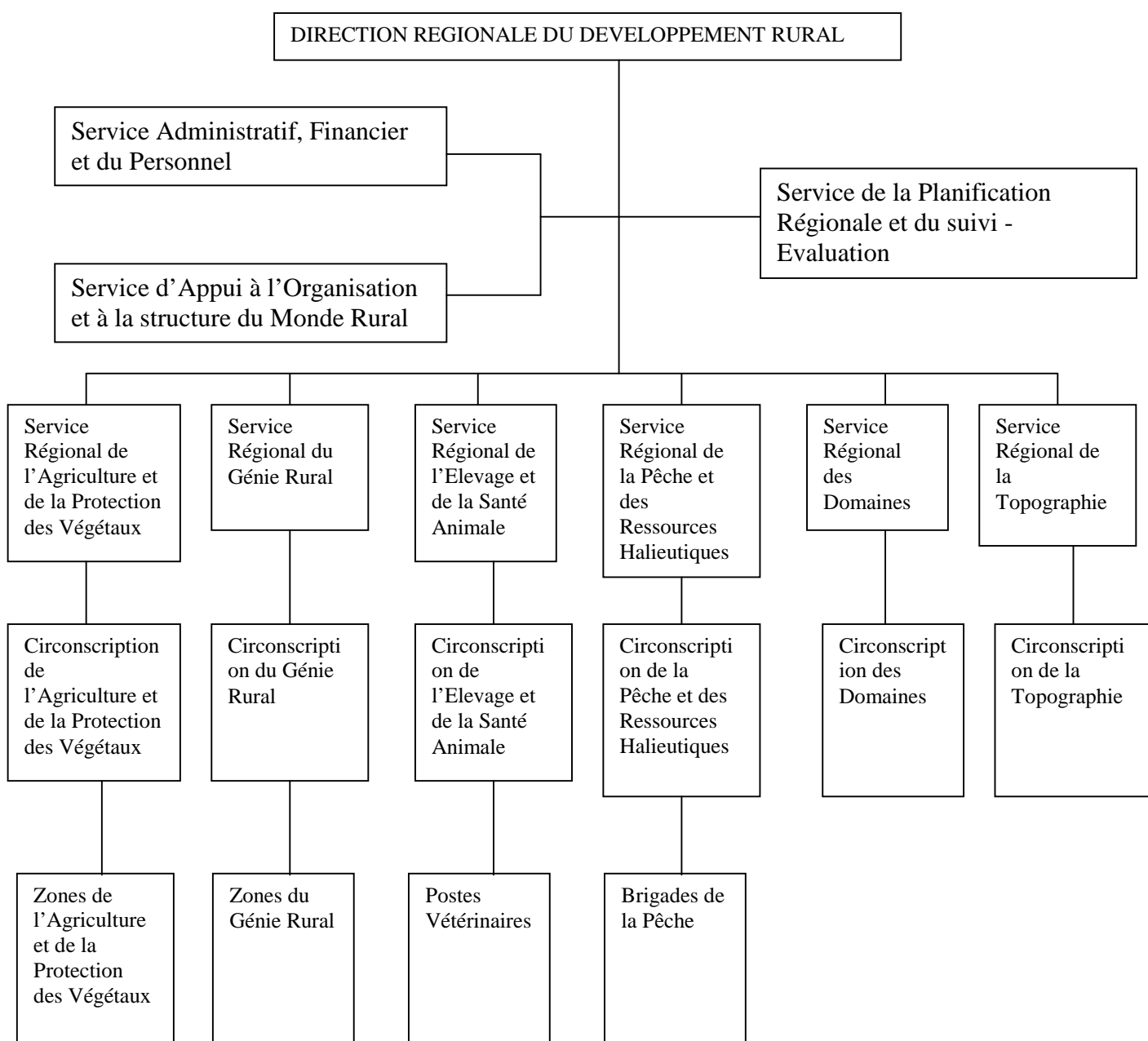
Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche est représenté par la Direction Régionale du Développement Rural de Vakinankaratra. Ayant son siège à Antsirabe, elle coiffe les 5 sous préfectures de la région, à savoir : AntsirabeI, AntsirabeII, Antanifotsy, Betafo, et Faratsiho.

Les objectifs de la DRDR sont en rapport avec les 7 thèmes de la politique agricole et alimentaire du Ministère mais les efforts sont axés essentiellement sur les deux premières qui constituent le fondement même de cette politique à savoir :

- l'augmentation de la production et des revenus des paysans
- la professionnalisation des producteurs

Pour accomplir sa mission la DRDR Vakinankaratra s'appuie sur la structure existante au sein du Ministère.

Ainsi, l'organigramme de la DRDR se présente comme suit :



2.1/.Projets intervenant au niveau régional (PSDR):

Appui à la Formation Agricole	1 256 000
Nutrition à Assise Communautaire (Volet Agri)	1 607 000
Préparation/Atténuation Effets Catastrophes Naturelles	1 025 000
Relance de la Production Rizicole	700 000
Amélioration Génétique des Animaux Domestiques à Madagascar	600 000
Amélioration du dispositif d'abattage	600 000
Projet de recherche et d'Appui à la filière Semence	4 315 000
PASA (Union Européenne) Périmètres Irrigués	3 643 349
FIFAMANOR Elevage	22 432 112
Développement de la Pisciculture et renforcement des acquis	150 000

Assistance à la Valorisation des acquis des sous – secteur de l’Aquaculture	75 000
Système Statistique National Standardisé Informatisé	300 000

Projet de Soutien au Développement Rural (PSDR) :

Le PSDR est un projet d’appui de la Banque Mondiale à la mise en œuvre du Programme d’Appui au Développement Rural ayant pour objectifs :

- accroître la productivité et les revenus des revenus des petits agriculteurs de manière durable des 20 régions agro écologiques couvertes par le Groupe de Travail pour le Développement Rural (GTDR).
- Appuyer le développement des organismes publics et groupes communautaires.

Il finance des sous projets répondants les critères d’éligibilité établies au sein de ce projet de financement. En effet, le PSDR finance les trois types d’activités suivants : planification et élaboration PCD, construction de petites infrastructures et les activités génératrices de revenus dont dans la région de Vakinankaratra :

Sous-préfecture	Nb Communes	Nombre de sous-projets	Observations
Antanifotsy	4	4	Dont 3 sous-projets de petites infrastructures
Antsirabe I et II	9	32	
Betafo	9	29	
Faratsiho	8	35	
TOTAL	30	100	

Les projets réalisés dans la région de Vakinankaratra

Renforcement Institutionnel de la DGR

Nom du PROJET ou PROGRAM ME	DATE		OBJECTIF	Participation Services déconcentrés		Participation Structures décentralisées	
	Début	Fin		Concept ion	Réalisa tion	Concept ion	Réalisati on
RENFORC EMENT INSTITUTI ONNEL DE LA DGR	10/06/9 0	31/12/9 8	1° Améliorer la productivité et l'efficacité des fonctions administratives de la DGR 2° Redynamiser la Direction du Génie Rural	+	+	-	-

FIFAMANOR Développement Agricole

1°-Améliorer la productivité agricole

2°-Développer le sous secteur Elevage par la Recherche et la diffusion de races laitières améliorées.

3°-Intégrer les femmes dans les activités de développement rural

4°- Responsabiliser progressivement les associations de producteurs.

5°-Etendre géographiquement tous les acquis du FIFAMANOR.

Chap II : Impact de la mise en œuvre de la zone de libre échange sur le secteur rural :

A partir du milieu des années 80, l'économie malgache a fait l'objet de changements structurels importants quoique incomplets, qui ont mis en évidence le potentiel qu'elle offre à plus long terme, à condition que les transformations nécessaires (au niveau des politiques, de l'infrastructure et des compétences) puissent être effectivement menées à bien. L'accroissement de l'investissement privé et de la production a contribué d'une façon essentielle à la réforme structurelle, aidé en cela par le fait majeur qu'est le passage à une économie de marché libéralisée.

Ces dernières années, des efforts ont été accomplis par les autorités malgaches en matière de stabilisation macro-économique et de réformes structurelles. Ainsi le PIB réel de Madagascar a augmenté à un taux de 4,3% de 1997 à 2000 et le taux de croissance s'élevait à 6% en 2001. Ces performances enregistrées n'ont pas permis, cependant, l'amélioration significative des conditions de vie à Madagascar qui figure toujours parmi les pays les plus pauvres surtout dans le milieu rural. La crise politique intervenue en 2002 a parachevé la détérioration des conditions de vie des populations déjà fortement dégradées (taux d'incidence de la pauvreté passant de 69%, avant la crise, à 73% au second semestre 2002).

Dans le DSRP, les autorités malgaches s'engagent à prendre les mesures visant la réduction de la pauvreté de moitié à l'horizon 2015 (Objectif du millénaire). Cet objectif, bien que très ambitieux, est soutenu par l'ensemble de ses partenaires et c'est dans ce contexte qu'on va étudier l'impact de ces accords commerciaux régionaux dans le développement rural mais avant tout, on va citer les objectifs de la Zones de Libre Echange (ZLE)

Objectifs de la ZLE :

C'est une intégration économique fondée sur un arrangement économique spécial entre des pays généralement à l'intérieur d'une zone géographique déterminée. Madagascar est intégré dans la ZLE en étant membre de la COI (Commission de l'Océan Indien), de la COMESA qui comprend 21 Etats de l'Afrique de l'Est depuis le 31 Octobre 2000 et de l'Afrique Australe, et de la SADC (Southern African Development Communities) depuis Août 2005. Les objectifs de la ZLE sont :

- Accès à des marchés étrangers, opportunités ou perspectives commerciales
- Influencer une discipline économique et une stabilité politique dans un contexte international : bonne gouvernance, support des bailleurs de fonds – effet de club
- Réduire les coûts administratifs.

Depuis 2000, Madagascar a totalement supprimé ses barrières tarifaires avec Maurice, les Comores et les Seychelles dans le cadre de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP). Et en

tant que région ultrapériphérique de l'Union européenne, la Réunion devrait, à terme, pouvoir mieux s'inscrire dans le processus d'intégration régionale en cours.

Malgré le PRIDE et la mise en œuvre de la zone de libre-échange, force est de constater que les échanges entre les îles de l'océan Indien demeurent très limités. Au niveau des importations, en 2003, la COI ne représentait que 3,3 % des importations de Madagascar hors zone franche (soit 174 milliards de Fmg sur 5.268 milliards de Fmg), dont 86 % étaient assurées par Maurice (151 milliards de Fmg).

1/. Rôle de l'Etat :

L'environnement du monde rural malgache ne s'est jamais dissocié du contexte national ni international sur le plan économique, du politique et du social. Le monde rural malgache ne s'empêcher de se mettre de côté face au processus de mondialisation de l'économie et à ses impacts.

Les conditionnalités de l'ajustement structurel exigent le désengagement de l'Etat des secteurs productifs, la structuration à cause de la dégradation des conditions de vie et les défis économiques pour la croissance. Cela implique que même si c'est l'Etat qui signe les accords entre les partenaires régionaux, c'est toujours le secteur privé qui fait les opérations commerciales. Il n'existe pas d'intervention directe de l'Etat sur le marché. Son rôle se réduit à celui de partenaire (3p : Partenariat Public-Privé).

Le Ministère de l'Agriculture appuie la professionnalisation du secteur agricole en priorisant la structuration du monde rural et la facilitation du partenariat dans la mise en œuvre d'une réelle synergie des différents acteurs puis en s'appuyant sur le PSDR.

Initiatives :

a/. Système agricole orienté vers le marché

- Création et accès au marché
- Renforcement des entreprises agricoles et amélioration des services
- Amélioration de la rentabilité des producteurs

b/. Programme de Vulgarisation et recherche appliquée axés sur le marché

- recherche et formation répondant aux besoins des producteurs pour satisfaire le marché.

c/. Etablissement d'un environnement capable de soutenir le développement rural

- désenclavement des zones de production vers les marchés

- vulgarisation du contrôle de la qualité

Les 26 et 27 Octobre 2005 derniers, le forum économique des îles de l'océan Indien qui s'était tenu lieu à l'Hilton de Madagascar a permis de dresser les atouts et les faiblesses mais aussi les perspectives et ressources de l'environnement des affaires et de la promotions des investissements en particulier dans la grande île. Nul n'ignore en effet que seule la grande île a vocation à édifier un véritable marché « indien – océanique » tant en terme de consommateur qu'en terme d'opportunités d'investissements.

La CCIAA (Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Artisanat et d'Agriculture) d'Antananarivo conforte ainsi sa mission principale qui consiste à édifier une plate forme de référence d'échanges, tout particulièrement avec cette dimension régionale porteuse d'espoirs. La vision de la CIAAA en matière de coopération régionale est en phase avec l'engagement des autorités malgaches, soucieuses de positionner au mieux Madagascar dans le processus d'intégration économique régionale. La CCIAAA possède aujourd'hui la capacité de créer la dynamique nécessaire afin d'optimiser l'appartenance de Madagascar aux organismes régionaux, Commission de l'Océan Indien, COMESA et également la SADC. Si la création d'Union des Chambres Consulaires de la zone océan Indien est l'objectif du forum 2005, mettre en réseau les entreprises des et édicter des mesures de protection des investissements figurent également parmi les préoccupations majeures.

2/. Actions des informations :

Dans la mise en œuvre de la ZLE, l'information joue un rôle prépondérant tant dans la recherche de nouveau marché, que dans la recherche de nouvelle technique de production, de transformation des produits et de conservation des produits.

La NTIC acquiert tout son sens au sein d'un système d'information et de communication interne fondée sur la maîtrise du patrimoine scientifique et technique du savoir- faire, la détection des menaces et des opportunités, la coordination des stratégies et la mise en œuvre de pratiques d'influence. En réalité, il s'agit de tirer parti de l'information pertinente comme outil de compétitivité de l'organisation. L'information comprend des données toutes ^puissantes, elles sont intégrées dans un contexte particulier et il faut les interpréter, les mettre en valeur pour une pr - 40 - on adaptée aux problèmes du moment.

La NTIC se révèle un outil stratégique de développement, que ce soit au niveau local, régional ou mondial, et sur les politiques menées par le gouvernement en ce qui concerne le développement rural.

La majorité des paysans, des organisations paysannes et des associations villageoises ne connaissent même pas l'existence du PADR, du PSDR et des structures d'accueil de ce plan d'action. Dans la plupart des communes et des régions, les décisions sont confisquées par les plus politiquement et économiquement forts tout en excluant les populations rurales non informées et les plus pauvres.

La diffusion des informations dans la Région est assurée par les organismes non-gouvernementaux (Ramilamina, CTHA, FIFAMANOR, FERT, FOFIFA...).

Compte tenu de la situation socio-économique actuelle, un grand effort reste à faire pour que les zones de libre échange à potentialité agricole élevée soient mises en valeur dans la région et que les produits puissent circuler normalement des zones de productions vers les lieux de consommation ou de transformation.

Il se trouve qu'actuellement :

- Faute de moyen de communication, une grande partie de la préfère rester dans les régions où la pression démographique est déjà très élevée, alors que d'autres régions restent encore libres.
- Les Sociétés de développement ainsi que les ONG sont concentrées dans les zones à communication facile, alors que d'autres zones sont privées de ces avantages à cause du très mauvais état des routes ou de l'insuffisance de routes de liaison vers la Capitale de la Sous-préfecture...

Quels sont donc les effets de la ZLE en tenant compte de ces problèmes liés à la manque d'information ?

Les producteurs sont les paysans dans le secteur privé dans lesquels les organisations paysannes jouent un rôle important en tant que représentantes du secteur agricole. Ces producteurs doivent être soumis aux lois du marché.

Dans une zone de libre échange, la compétitivité entre les pays que ce soit au niveau des prix qu'au niveau de la qualité joue beaucoup. Les produits exportés des Madagascar sont très compétitifs au niveau des prix mais ne sont des produits primaires. Notre pays ne possède presque pas d'entreprise de transformation de fruits et légumes. La ZLE ne peut qu'augmenter la détérioration de la balance commerciale de Madagascar car les marchés vont être submergés par les produits importés qui sont des produits manufacturés venant des autres pays membres.

Au niveau des exportations vers les pays de la COI, les produits agricoles occupent une place importante (Madagascar étant traditionnellement fournisseur de produits agricoles des autres îles de l'océan Indien) : en 2003, 70 % des exportations hors zone franche vers la Réunion étaient des produits agricoles et alimentaires, 51 % vers Maurice, 44 % vers les Seychelles et 35 % vers les Comores. En 2004, les exportations malgaches de produits agricoles vers la COI ont gardé la même tendance. Officiellement, 137 milliards de Fmg de produits agricoles et alimentaires ont été exporté vers ces pays, la Réunion et Maurice représentent à elles seules 90 % de ces exportations avec respectivement 50 % et 40 %.

Toujours est-il que ces exportations sont encore bien faibles comparés au montant global des exportations malgaches hors zone franche. En 2003, la COI ne représentait que 6,1 % (soit 115 milliards de Fmg) des exportations de Madagascar (1.894 milliards de Fmg).

Prenons par exemple le cas de la pomme de terre du Vakinankaratra :

La pomme de terre n'est actuellement exportée que sur les Comores et pour une quantité et valeur faibles : il n'a été enregistré que 50,27 tonnes pour l'année 1999, et 45,85 tonnes pour 2000 (CITE/FOFIFA, 2001). Le prix FOB à l'export de la pomme de terre est de 6,00FF/Kg en 2000. Madagascar importe surtout de la pomme de terre sous forme de semence.

Importation de Madagascar en 2000 :

Produit	Quantité (kg)	- 42 -	Origine
	8 560	21 742 837	France

Semences	560	341 234	Portugal
Pomme de terre non cuites à l'eau ou à la vapeur (congelé)	496	7 285 529	Afrique du Sud
Pomme de terre à l'état frais ou réfrigéré (autres que semences)	163	3 991 912	

Source : Min. commerce 2000

Madagascar importe aussi de la tomate mais sous forme transformée :

	Poids (tonne)	Valeur (million de fmg)
Tomates préparées ou conservées autres qu'au vinaigre ou à l'acide	267	1281
Acétique		
Jus de tomate	0,5	17
Tomato-ketchup et autres sauces tomates	351	1524

Source : Statistique des importations 2000. Min du Commerce

La carotte figure parmi les premières cultures de rentes de la région du Vakinankaratra comme la pomme de terre, le maïs, le haricot et divers fruits tempérés qui font la réputation d'Antsirabe et de ses environs. Les producteurs distinguent deux types de carotte en fonction de l'origine des semences :

- carotte « gasy » produite à partir de graines produites par les paysans

carotte « magasin » produite à partir de graines achetées auprès des établissements semenciers.

En général, les producteurs préfèrent les semences « gasy » à cause de leur prix compétitif et de leur adaptation aux conditions locales. Cette utilisation massive de semence « gasy » entre en contradiction avec la recherche de qualité de certains acheteurs. Seules les carottes « magasins » sont en effet suffisamment homogènes pour répondre de manière sûre aux attentes des marchés les plus exigeants. En Avril 2005, sur une charrette de carotte « gasy » (soit 300kg de carotte) seul le tiers a été accepté pour un test de commercialisation sur l'île Maurice.

En premier lieu, le marché intérieur est très loin d'être satisfait par l'offre de fruits et légumes, même si ces produits continuent d'être considérés comme des denrées de luxe (les ménages de la capitale ne dépensent, en moyenne, qu'autour de 5 euros par mois pour leurs achats maraîchers). Les importations de pommes ont ainsi décuplé en cinq ans. Le marché intérieur malgache est, de plus réceptif à des cultures nouvelles.

De son côté, le marché régional s'ouvre. Dans le cadre de la COI et du COMESA, Madagascar bénéficie de mesures préférentielles. L'île Maurice pour des productions comme la pomme de terre ou la carotte représente autant d'opportunités à saisir et ce malgré les éternelles contraintes phytosanitaires et le faible niveau de prix offert. Dans le domaine des légumes secs, les marchés de l'Océan Indien constituent des opportunités intéressantes.

Compte tenu de la faible maîtrise des techniques de conservation, se tourner vers les marchés les moins éloignés apparaît comme une évidence.

Chap III : Place de la filière fruits et légumes dans le secteur agricole

Grâce à ces potentialités agro-climatiques, la Région du Vakinankaratra possède une grande variété d'espèces fruitières et lég - 44 - même si elles ont toutes été introduites. Citons sans être exhaustif, les fruits et légumes ci-après :

Principales espèces d'importance économique :

- Fruits tempérés : à pépins (pommier, poirier), à noyau (pêcher, prunier), fraisier,...
- Légumes : 4 principales espèces : tomate, oignon, haricots secs, choux et carottes, ainsi que les haricots verts extra-fins et les pois mange-tout à l'export.

Mais quelle est la place de cette filière dans le secteur rural ? Pour répondre à cette question, nous allons voir les politiques prises par les autorités publiques sur cette filière et la contribution de cette filière dans le développement rural.

1/. Les politiques prises sur la filière :

Le plan de Développement Régional (PDR) est un cadre de conception, de définition et d'orientation des stratégies et des programmes de développement de la Région du Vakinankaratra. Les spécificités régionales tant sur le plan humain qu'économique entraînent l'appel à une expertise plus poussée quant à la maîtrise multidimensionnelle de l'espace Régional pour un développement rapide et durable où la croissance sera accélérée et la pauvreté réduite.

De ce fait l'élaboration d'un Plan Régional de Développement s'impose.

Le PDR est élaboré suivant un processus participatif d'identification, de planification et de priorisation des actions à mener pour le développement Régional. Il vise la mise en œuvre et le suivi des mesures, programmes et projets spécifiques initiés par les structures administratifs (communes, services déconcentrés), avec la participation du secteur privé, des programmes associatifs paysans et divers organisations non gouvernementaux.

Légumes sont seulement destinés à la consommation. Et malgré la renommée de Vakinankaratra comme premier producteur de fruits et légumes, l'exploitation de cette filière n'apporte pas assez de revenus aux producteurs car les 60% des produits sont autoconsommés, en plus les prix ne sont pas du tout incitatifs, faute de route et manque de

professionnalisme des paysans, qui plantent les semences sans se soucier, dès le début de campagne, des débouchés et des prix.

Donc, pour développer cette filière, il est primordial que l'on renforce :

- la formation des producteurs pour avoir les produits de qualité et de norme ainsi que la maîtrise de la filière
- le professionnalisme de la production des semences qui répond aux besoins de l'exploitation
- La spécialisation de certaines communes du Vakinankaratra pour chaque espèce de production (OPCI pomme de terre d'exportation, OPCI pomme de terre industrielle...).

Les structures qui travaillent en appui avec la filière fruits et légumes :

- FIFAMANOR :

Centre de Développement Rural et de Recherche appliquée, le FIFAMANOR œuvre dans l'encadrement des producteurs de la Région d'Antsirabe depuis 1972.

Ses activités portent essentiellement sur : la recherche variétale, la multiplication, et la diffusion des semences, la vulgarisation de techniques culturales et de conservation.

Le FIFAMANOR est la seule institution habilitée à introduire des semences.

- FOFIFA :

Centre de recherche, il travaille sur les problématiques phytosanitaires et sur la complémentarité riz pomme de terre sur les rizières.

- Des projets et ONG de couverture nationale et régionale : FAFIFI, FERT, Rami lamina, SAHA, SAF/FJKM. Ils interviennent dans l'appui à la diffusion et à la multiplication des variétés FIFAMANOR
- Les groupements des paysans semenciers, organisés en fédération dans la région du Vakinankaratra, ils commencent à explorer le marché des semences au niveau national avec FIFAMANOR.

Projets clôturés :

- Projet d'appui au programme de vulgarisation agricole (PNVA), dont un des objectifs étaient d'augmenter la productivité agricole et le revenu des paysans dans le respect de l'environnement.
- Un volet de ce projet est l'appui (redynamisation) à la filière semence : 154 groupements paysans semenciers mis en place en 1999, 181 en 2000
- Le PNVA a enregistré pour la pomme de terre : une augmentation de rendement de 6,10 à 8,30 t/ha par rapport à la pratique paysanne.

- Le PAPAT

Le PRDR (Programme Régional pour le Développement Rural) :

Les Groupes de Travail de Développement Rural Régionaux (GTDR) composés de 5 collèges (autorités décentralisées, services déconcentrés de l'Etat, Opérateurs économiques, projet et/ou ONG, organisations paysannes OP), sont chargés du diagnostic de la situation régionale du développement rural, de la définition des orientations à suivre, de l'établissement du référentiel régional traduisant les actions prioritaires à mener répondant aux besoins de la région (PRDR) en vue d'une régionalisation du Programme d'Intervention Public (PIP). L'organisation institutionnelle du projet devra être transitoire, afin de prendre en compte à la fois les réformes structurelles des Ministres impliqués dans le Développement rural, la mise en œuvre des services déconcentrés.

Afin que la sélection des activités prioritaires reflète les principales attentes des producteurs, et se fasse dans une volonté de synergie avec les autres activités régionales liées au transport, au développement social et à l'environnement et dans un souci d'équité et de transparence il fut agréé qu'un diagnostic institutionnel des GTDR soit réalisé avant. Cette démarche s'inscrit dans l'objectif d'harmoniser notamment les activités du PSDR et du PCD (Plan Communal de Développement et de développer un Programme de Travail Annuel (PTA) qui correspond aux priorités du PRDR en collaboration avec les GTDR. L'objectif du diagnostic institutionnel est d'évaluer la représentativité du GTDR par rapport aux différents acteurs du développement rural, d'analyser leur place dans l'environnement institutionnel existant au sein de chaque région, afin de proposer des mécanismes permettant d'améliorer le dispositif naissant qui est sensé devenir à moyen terme la plate forme unique de concentration à l'échelle régionale.

Le diagnostic institutionnel cherchera en particulier à :

- Analyser la perception des acteurs concernant le rôle des GTDR
- Evaluer le processus participatif mis en œuvre pour la constitution des GTDR et dans le fonctionnement
- Identifier au niveau régional les différents secteurs pouvant entrer dans la composition des collèges et évaluer leur participation au processus et leur représentation
- Identifier les groupes marginaux et analyser leur représentation au sein des GTDR (femmes, jeunes, producteurs non regroupés...)
- Analyser la prise de décision au sein des GTDR

- Identifier les différentes plates formes de concertation existant au niveau de la région, leur fonction, leur fonctionnement, leur constitution et leur articulation avec les GTDR.
- Etudier comparativement la représentativité des plus plates formes de concentration aux niveau régional ou communal pour capter l'expérience existant dans le domaine de la participation au niveau de Madagascar (Ex : des comités communaux de développement et des comités intercommunaux).

Le diagnostic institutionnel aboutira à la formulation d'un plan d'action chaque GTDR étudié visant à :

- Renforcer la légitimité des différents représentants par rapport aux groupes sociaux qu'ils sont censés représenter et informer.
- Renforcer la représentation et leur participation à la prise de décision des différents groupes d'acteurs intervenant dans le développement rural
- Améliorer la circulation de l'information
- Harmoniser l'environnement institutionnel en évitant la duplication des instances de coordination et de concertation dans un souci d'efficacité et de diminution des coûts de fonctionnement.

Les projets accomplis par les autorités publiques en collaboration avec les organismes privés concernant la filière :

Phytoprotecteurs pour les maladies et lutte contre les ravageurs des végétaux :

Enquêtes Nom du projet ou programme	DATE		- 48 - OBJECTIFS	Participation Services déconcentrés		Participation Structures déconcentrées	
	Début	Fin		Conception	Réalisation	Conception	Réalisation
ENQUETES PHYTOSANITAIRE S POUR LES MALADIES ET LUTTE CONTRE LES RAVAGEURS DES VEGETAUX	09/97	08/99	1. Mettre en œuvre une structure de protection intégrée capable d'évaluer les risques phytosanitaires encourus - dans l'introduction des matériels et produits végétaux, - dans la surveillance phytosanitaire du territoire tout en contrôlant la distribution et l'utilisation des pesticides 2. Mettre en application des méthodes de protection intégrée en vue de	- +	+ -	- +	- -

			professionnaliser les agriculteurs en matière de lutte phytosanitaire, d'augmenter la productivité et d'améliorer la qualité des produits d'exportation. 3. Sécuriser la production	
--	--	--	--	--

Appui à la promotion et au développement de - 49 - organisations mutualistes

Nom du PROJET ou PROGRAMME	DATE		OBJECTIFS	Participation des services déconcentrés		Participation des Structures décentralisées	
	Début	Fin		Conception	Réalisation	Conception	Réalisation
APPUI A LA REALISATION ET AU DEVELOPPEMENT DES INSTITUTIONS MUTUALISTES	1997	12/00	1. Améliorer l'accès des populations (petits et micro entrepreneurs ruraux) à des services financiers adaptés 2. Renforcer la mutualisation basée sur la	-	+	-	+

			<p>solidarité et l'esprit d'autopromotion en tant que système financier viable autonome.</p> <p>3. Valoriser les IFM en tant que parties intégrantes du système financier et complémentaires aux banques classiques</p> <p>- contribuer à l'accroissement des ressources d'épargne et allocation optimale de ces ressources</p>				
--	--	--	---	--	--	--	--

Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA)

Nom du PROJET ou PROGRAMME	DATE		OBJECTIFS	Participation Services déconcentrés		Participation Structures décentralisées	
	Début	Fin		Conception	Réalisation	Conception	Réalisation
PROGRAMME SPECIAL POUR LA	09/97	2000	1. Accroître la sécurité Alimentaire de la population pendant	+	+	+	+

S2CURITE ALIMENTAIRE			toute l'année 2. Améliorer la situation nutritionnelle des groupes vulnérables 3. Accroître et diversifier la production Agricole et Alimentaire				
-------------------------	--	--	--	--	--	--	--

Liste des PPI existant dans la région :

Région	Nom	Création AUE	Réhabilitation	Sur. Irrigée (ha)	Nombre Usagers	Nombre AUE	Sous préfecture
Vakinankaratra	Ambohibary	1987	1988	2396	4806	7	Anstirabe
	Manandona	1988	1988	707	1049	6	II
	(1)	1988	1988	824	2964	4	Antsirabe
	Iandratsay	1988	1988	488	1691	5	II
	(1)	1992	1996	324	262	1	Antsirabe
	Vinaninony	1992	1996	142	189	1	II
	(1)						Faratsiho
	Ikabona (1) Fitakimerina (1)						Betafo Vinanankaratra

Ces projets sont financés par le PSDR. En effet, le PSDR finance des sous-projets répondants les critères d'éligibilités établies au sein de ce projet de financement. Le PSDR finance les trois types d'activités suivants : planification et élaboration PCD, construction de petites infrastructures et les activités génératrices de revenus dont dans la région de Vakinankaratra :

Sous-préfecture	Nb Communes	Nb de sous-projets	Observations
Antanifotsy	4	- 51 -	Dont 3 sous-projets de petites infrastructures
Antsirabe I et II	9	-	
Betafo	9	29	
Faratsiho	8	35	
TOTAL	30	100	

2/. Contribution de la filière fruits et légumes dans le développement rural :

L'appartenance à une organisation paysanne constitue un facteur discriminant en termes de pauvreté rurale selon les enquêtes du réseau des observatoires ruraux rendues publiques. Ainsi cela amène à se demander si l'exploitation de la filière fruits et légumes pourrait constituer une solution pour résoudre ce fléau.

En se projetant positivement vers le futur, la maîtrise de la productivité de fruits et légumes tempérés donnera au secteur agricole une place importante dans le système macro-économique malagasy.

Si on se réfère aux produits de masse à faible valeur ajoutée, on perçoit déjà l'apport non négligeable de la filière. Les fruits et légumes contribuent à plus de 90% des augmentations prévisibles des revenus des paysans (pomme de terre 35%, fruits tempérés 15%).

Actuellement, l'exemple du secteur légumes est palpable. Sur l'ensemble du territoire, une superficie de 50 000Ha produit annuellement environ 500 000 tonnes de pomme de terre. Ceci représente une valeur monétaire de 150 milliards d'ariary pour un tarif moyen au producteur de 300 ariary le kilo (rapport CTHA).

Techniquement, le rendement actuel de moins de 10 tonnes par hectare s'avère largement inférieur à la valeur moyenne universelle de 40 tonnes voire 60 tonnes à l'hectare sous certaines conditions.

Un autre exemple de sur l'arboriculture tempérée : la production ne favorise pas l'accroissement de la consommation. L'ensemble des vergers existant (environ 30 000

pieds), est vieux de plus de 30 ans. Le renouvellement du matériel végétal et l'extension de la production suivent un rythme relativement faible par rapport à la croissance démographique de la grande île. La production est unique car presque la totalité de celle-ci arrive en même temps sur le marché. Le marché n'a pas de choix, puisque les mêmes vergers sont sources d'offre aussi bien pour les produits frais que pour les produits transformés. Là, il existe un créneau important car les marchés sont larges. Le développement du secteur arboricole étendrait les possibilités de transformation et permettrait une exportation avantageuse.

Face à l'évolution de la consommation, le savoir et le savoir-faire des acteurs ne suffisent plus, il faut améliorer notre savoir-être.

En effet, chez nous, en cette période, l'exportation reste encore un langage synonyme de l'amélioration des valeurs qualitatives et numériques. C'en est peut-être une excuse. Pourtant, même le marché local connaît déjà une catégorie de consommateurs de plus en plus exigeants. En plus, le développement prévisible du secteur touristique présage un grand besoin d'une production pour l'interne.

Dans les 20 ans à venir, la population malagasy atteindra le cap de quarante millions d'habitants, en plus de ceux qui veulent s'implanter pour profiter de la position stratégique de notre pays face à la mondialisation.

Intérêts des fruits et légumes :

Les fruits et légumes possèdent une forte valeur alimentaire, principales sources de vitamines (C, D, A, E, K, .. 12 sauf).

C'est aussi une culture de rente pendant les périodes de soudure.

Cela nous amène à dire que la culture de fruits et légumes non seulement constitue un apport financier important pour les paysans mais permet aussi de lutter contre la faim ce qui va faire augmenter l'indicateur de développement humain. De plus qu'on sait déjà que la pauvreté se manifeste surtout en milieu rural

Indicateurs de développement humain :

Année	2001	2002
Population totale	15 667 000	16 183 000
Taux de croissance annuel	2,9	2,9
Espérance de vie à la naissance	52	
Taux de mortalité infantile‰	77	
Taux de fécondité : nombre de naissance/femme	6,1	
Population rurale	11 545 000	11 657 000
Population active (6ans et +) 76%	12 890 000	
Actifs réels (66,5%)		
Population active agricole %	73,6	78
Nombre d'exploitation agricole	2 131 643	
Population inactive 33,5%	4 782 000	
Taux de chômage (%)	3,3	4,5
PIB/hab (US \$)	302	281
Taux de croissance du PIB réel	6%	-12,7%
Part de l'alimentation dans la consommation totale	62,1%	56,3%

Sources : INSTAT, Tableau de bord social 2002.

CONCLUSION

Des productions extrêmement diversifiées - 54 - de grande qualité gustative, disponibles très souvent en contre-saison (par rapport à l'Europe) ou même à longueur d'année (cas de la pomme de terre), de vastes espaces cultivables, une population rurale jeune qui ne demande qu'à être encadrée afin de prospérer, sont autant d'atouts pour la filière « fruits et légumes » de la Région du Vakinankaratra.

Les pouvoirs publics doivent concentrer leurs efforts sur l'amélioration des infrastructures et du cadre législatif afin d'enrayer l'insuffisance de l'offre sur le marché local et la chute constante des exportations malgaches de fruits et de légumes observés ces vingt dernières années malgré les multiples efforts déployés par le secteur privé.

La productivité présentement faible doit augmenter fortement. L'adoption de technologie adaptée aux besoins de techniques de production durables y contribuera nettement. L'augmentation de la productivité agricole, d'où le besoin de créer des emplois extra-agricoles. Pour cela, il faut multiplier les investissements dans la filière puisqu'on sait déjà la minorité des unités de transformation de fruits et légumes surtout des légumes dans le pays (importation de conserves). Pour ce faire, il convient d'appuyer les opérateurs nationaux qui sont les meilleurs ambassadeurs de l'économie malgache pour la recherche d'investissement étranger. Hors les investisseurs étrangers ne nous accorderont une pleine confiance que lorsqu'ils pourront constater que les entrepreneurs malgaches se mobilisent et prospèrent.

Le véritable partenariat public-privé qui se met en place, laisse augurer de belles perspectives à commencer par celle de satisfaire le marché intérieur.

Au niveau rural, la promotion du développement rural doit se tourner beaucoup plus par l'accès à l'information des paysans. De ce fait ils pourront facilement trouver des marchés pour leurs produits et améliorer leur production grâce aux nouvelles technologies de l'agriculture.

Nous pouvons conclure que la filière fruits et légumes est une filière porteuse pour le développement rural et le développement de la Région toute entière. Il suffit qu'il y ait juste la volonté des principaux acteurs (Etat, paysans, transformateurs, exportateurs, ONG,

consommateurs, vendeurs...) de professionnaliser cette filière. Ceci ne peut avoir de succès que si et seulement s'il existe un environnement stable et incitatif dans le pays.

BIBLIOGRAPHIE:

- 55 -

1. Comprendre l'économie informelle, Gaspara B muneme, Ed. l'Harmattan année 1996
2. Union européenne-Madagascar : 45 ans de partenariat ; conception et réalisation New Print –Tour Zital Ankorondrano
3. Dossier sécurité alimentaire,, Reportage Ethiopie, Magazine Le courrier N° 197 Mars-Avril 2005
4. Programme de mise en œuvre de la politique générale d l'Etat Rapport MAEP 2002
5. DMD N°767 07/02/02
6. Stratégie d'implantation des paysans dans la mise en œuvre des politiques de développement rural ; Rapport de l'Atelier national des paysans de Madagascar CPM ; Ed Jan 2002 – Falda Antananarivo 7 et 9 Novembre 2001
7. Atelier de formation en méthodes et outils pour l'analyse des filières et l'analyse des politiques CIRAD-UPDR ; Hôtel Résidence Antananarivo 4-14 Juillet 2000
8. Tableau de bord social 2002 Rapport principal des MPE 2001, Ed. Novembre 2002
9. Filière de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et Action du MAEP Tome1, Filière de l'Agriculture, Ed. Juillet 2004
10. Horti Voli, ; Rapport du CTHA ; Bulletin bimestriel N°03, Jan-Fév 2005
11. Madagascar et ses partenaires Régionaux, Myriam Velia , University of Kwazulu-Natal, en 2004
12. Magazine d'analyse et de perspectives économiques de la CCIAA d'Antananarivo, Enjeux, n°01 Juin 2005, n°00 Mars 2005
13. Monographie de la Région, MAEP 2002
14. Monographie de la Région, MAEP 2004
15. <http://www.fao.org>

ANNEXE 1 :

Répartition de la superficie par sous préf - 56 -

Région	Sous préfecture	Superficie (Km ²)	Découpage Administratif Et territorial		
			Nombre Communes	Arrondissement Administratifs	Nombre FKT
Vakinankaratra	Antanifotsy	3425	11	6	231
	Antsirabe I	180	01		59
	Antsirabe II	2769	20		204
	Betafo	9107	18		205
	Faratsiho	2015	09		89
Total	5 Sous préfecture	17496	59	6	788

Source : Précture Vakinankaratra

Le tableau suivant montre les différentes communes constituant les sous prefectures de Vakinankaratra

Répartition des communes dans les sous préfectures

Sous préfectures	Communes
Antanifotsy	Antanifotsy, Ambatolampy, Ambatomitady, Ambohimandroso, Antsahalava, Ampitatafika, Ambatotsipihina, Ambohitompoina.
Faratsiho	Faratsiho, Antsapanimahazo, Ramainandro, Vinaninony-Atsimo, Vinaninony-Avaratra, Ambohiborona, Miandrarivo, Antsirabe(C.U), Ambano, Belazao, Antanimandry, Mangarano, Alakamisy.
Antsirabe II	Andranomanelatra, Ambohimiravo, Alakamisy-Ambohidranandriana, Ambohitsimanova, Manandona, Manandona, Vinanikarena, Sahanivotry, Alakamisy-Ibity, Ambohibary, Mandrosohasina, Antsoantany, Antanambao, Soanindrariny, Ambatomena Tsarahonenana-Sahanivotry.
Antsirabe I	Antsirabe (C.U)
Betafo	Betafo, Antsoro, Tritriva, Alakamisy-Anativato, Mandritsara, Ambatomikolahy, Mahaiza, Alarobia-Bemaha, Ambohimanambola, Andrembeson, Soavina, Ambihimasina, Ankazomiriotra, Inanantona, Fidirana, Vasiana, Anjoman-dramartinina.

Répartition spatiale de la population

Sous préfecture	Population résidente	Superficie Km ²	Densité Hab/Km ²	% par Fiv.
-----------------	----------------------	----------------------------	-----------------------------	------------

Antanifotsy	300.040	3.425	87,6	22,32
Antsirabe I	186.633	180	1038	13,88
Antsirabe II	337.543	2.769	121,9	25,12
Betafo	338.636	9.107	37,18	25,20
Fartsiho	181.202	2.015	89,92	13,48
TOTAL VAKINANKARATRA	1.344.054	17.496	77,53	100,00

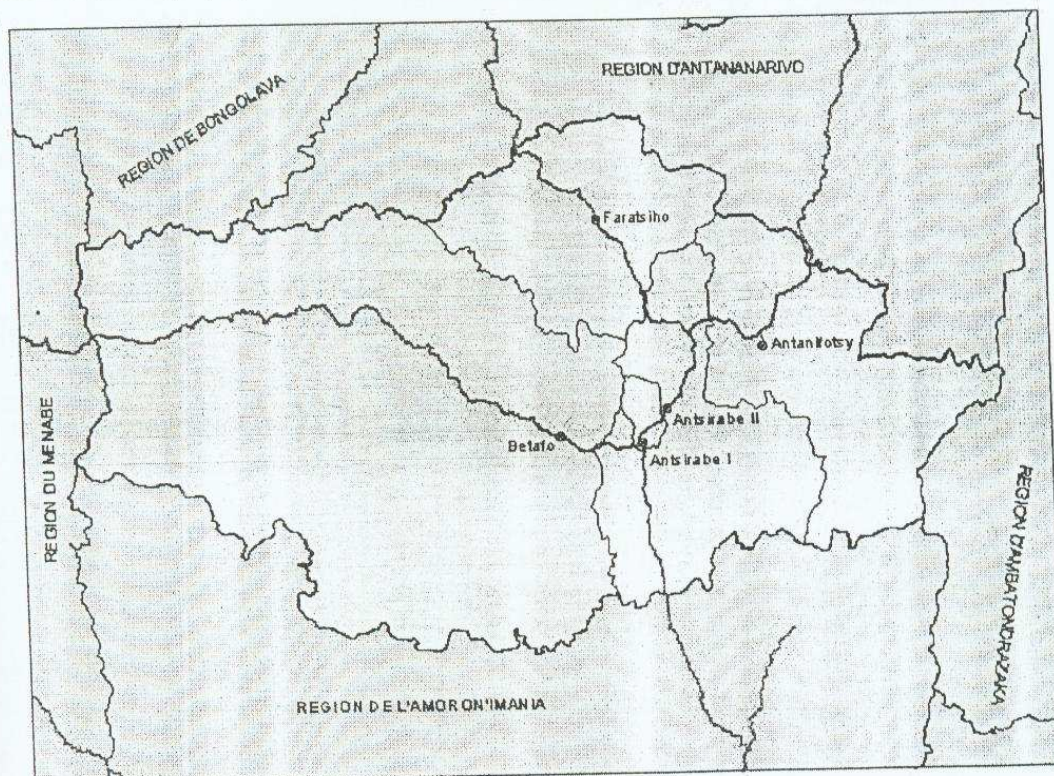
Source: Préfecture VAKINANKARATRA (2002)

CARTE DE LOCALISATION DE LA REGION DE VAKINAKARATRA

DIRECTION REGIONALE de DEVELOPPEMENT RURAL DE VAKINAKARATRA



Code postal	Nom SSP
114	Faratsiho
113	Betafo
109	Antanifotsy
111	Antsirabe II
110	Antsirabe I



Source: BD 500 FTM / MAEP / SAGE

20 0 20 40 Km

Edition: Mars 2003

LEGENDE :

●	Chef lieu de Sous préfecture
—	Route Nationale
□	Délimitation des Sous préfecture
■	Region du Vakinankaratra
■	Régions limitrophes

ANNEXE 3

Le réseau de stations météorologiques

La Région de Vakinankaratra est dotée de 16 Stations météorologiques, dont trois seulement sont fonctionnelles.

Liste des stations météorologiques de la Région

STATION	Longitude Est	Latitude Sud	Altitude (m)	Mesures effectuées		OBSERVATIONS
				T°	P	
<u>ANTANIFOTSY</u>						
1- ANTANIFOTSY (gare)	47°19 47°26	19°40 19°30	1500 1603		X X	à réhabiliter
2- AMBOHIMANDROSO	47°21 47°18	19°51 19°39	1500 1611		X X	non fonctionnelle non fonctionnelle
3- AMBATOTSIPIHINA						
4- ILEMPONA (Gare)	47°04 47°08	19°52 19°51	1540 1640	X X	X X	non fonctionnelle
<u>ANTSIRABE</u>						
5- ANTSIRABE I (aéro)						
6- AMBOHIMIARIVO	47°03 47°06	18°59 19°47	1400 1628	X	X X	non fonctionnelle non fonctionnelle
<u>ANTSIRABE II</u>						
7- VINANINKARENA	47°03 47°14	20°03 19°54	1350 1800		X X	non fonctionnelle non fonctionnelle
8- ANDRANOMANELAT RA	46°50	19°50	1490		X	
9- MANANDONA	46°44	19°47	1375		X	non fonctionnelle
10- SOANINDRARINY	46°32 46°17	19°39 19°34	- 840	X	X X	non fonctionnelle
<u>BETAFO</u>						
12-BETAFO	46°55	19°24	1750	X	X	à réhabiliter
13-SOAVINA						
14- ANKAZOMIRIOTRA						
15-MANDOTO						
FARATSIHO						
16-FARATSIHO						

ANNEXE 4

Taux d'urbanisation

Code	Sous préfecture	Population totale	Population rurale	Population urbaine	Taux D'urbanisation (%)
114	Antanifotsy	300.040	63.968	236.072	21,32
108	Antsirabe I	186.633	186.633	-	100,00
118	Antsirabe II	337.643	-	337.643	0,00
109	Betafo	338.636	28.174	310.462	8,30
116	Faratsiho	181.202	34.555	146.647	19,07
	Total région	1.344.054	313.330	1.030.824	22,28

Sources : Préfecture de Vakinankaratra

Taux de Natalité et f écondité

Code	Sous préfecture	Population totale	Femme 15 à 45 ans	Naissance 12 derniers mois	Taux de fécondité %	Taux de natalité %
114	Antanifotsy	300.040	63.640	8.990	141,32	29,9
108	Antsirabe I	186.633	48.515	6.730	138,7	36,0
118	Antsirabe II	337.643	73.767	8.332	112,9	24,6
109	Betafo	338.636	75.683	11.275	148,9	33,2
116	Faratsiho	181.202	38.943	5.692	147,2	31,4
	Total Vakinankaratra	1.344.054	300.248	41.019	136,6	30,5

Sources : Recensement Préfecture de Vakinankaratra 2002

Taux mortalité

Code	Sous préfecture	Population totale	Décès 12 derniers mois	Taux de mortalité (%)
114	Antanifotsy	219.129	898	4,1
108	Antsirabe I	126.062	583	4,6
118	Antsirabe II	262.553	1.527	5,8

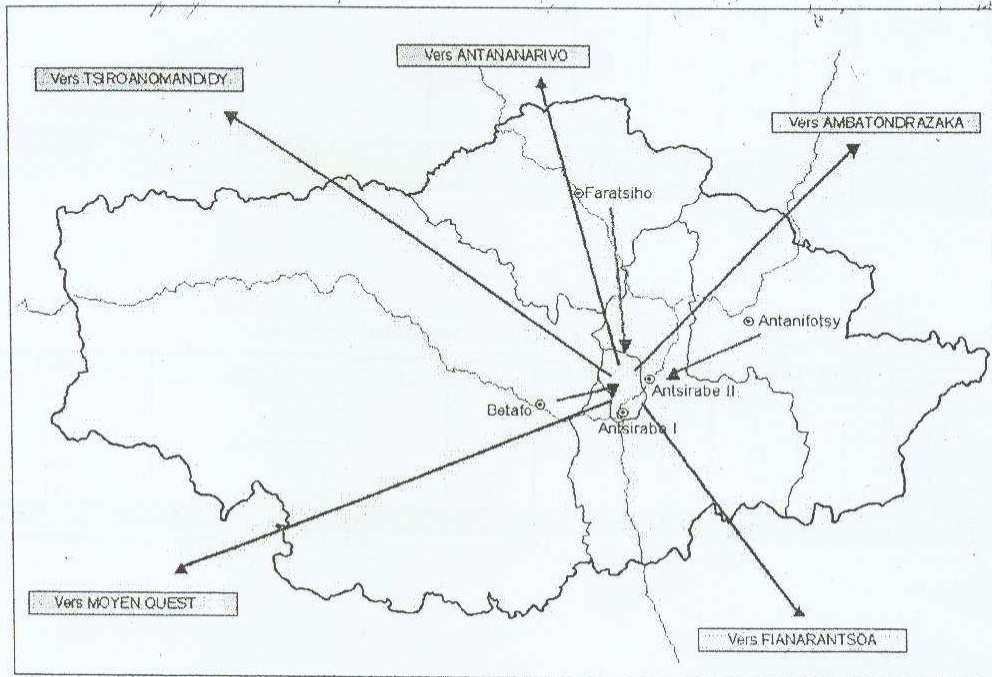
109	Betafo	237.155	1.754	7,4
116	Faratsiho	129.970	562	4,3
	Total	974.869	5.324	5,5

Sources : RGPH 1993

ANNEXE 5 : DOCUMENTATION D'APPUI

CARTE DES FLUX MIGRATOIRES DE LA REGION DE VAKINAKARATRA

DIRECTION REGIONALE de DEVELOPPEMENT RURAL DE VAKINAKARATRA



Source: BD 500 FTM / MAEP / SAGE

20 0 20 40 Km

Edition: Mars 2003

LEGENDE:

Mouvement migratoire

- ▲ Emigration
- ▲ Immigration

Localité Administrative

- Chef lieu de Sous Préfectures
- Délimitation des Sous Préfectures
- Région vakinankaratra
- Route Nationale

ANNEXE 6

Nombre d'établissement sanitaire public

Code	Sous préfecture	CH U	CHD2	CHD1	CSB2	CSB1	Total	Observation
114	Antanifotsy	-	-	1	12	8	21	2 (NF)
108	Antsirabe I	-	1	0	6	1	8	
118	Antsirabe II	-	0	0	19	11	30	6 (NF)
109	Betafo	-	0	1	16	15	32	4 (NF)
116	Faratsiho	-	0	1	9	10	20	
	Total Vakinankaratra		1	3	62	45	111	12

Nombre d'établissement sanitaire privé

Code	Sous préfecture	CH U	CHD2	CHD1	CSB2	CSB1	Total
114	Antanifotsy	-	0	0	3	1	4
108	Antsirabe	-	1	0	9	2	12
118	Antsirabe II	-	0	0	12	1	13
109	Betafo	-	0	0	10	1	11
116	Faratsiho	-	0	0	2	0	2
	Total Vakinankaratra		1	0	36	5	42

Sources : Inventaire des Sous Préfecture de M/CAR 2001

Nombre des établissements par sous préfecture (public)

Code	Sous préfecture	Nombre E.P.P	Nombre C.E.G	Nombre Lycées	Total établissement	EPP-CEG-LYCEE Non fonctionnels
114	Antanifotsy	193	11	1	205	20
108	Antsirabe I	47	6	1	54	

118	Antsirabe II	166	12	0	178	14		
109	Betafo	152	8	1	161	3		
116	Faratsiho	96	4	1	101	2		
	Total Vakinankaratra	654	41	4	699	39	0	0

Sources : Inventaire des Sous Préfecture de M/CAR 2001

ANNEXE 7

La Gendarmerie Nationale

La Gendarmerie Nationale joue le rôle de Police dans les zones rurales.

Le tableau suivant donne la liste des unités et postes avancés répartis dans la Région.

Unités et postes avancés :

GROUPEMENT	COMPAGNIE	UNITES	POSTES AVANCES
ANTSIRABE	ANTSIRABE	- BDE ANTSIRABE - BDE ANTANIFOTSY - BDE FARATSIHO - PMP 10 ANTSIRABE - PMP 11 ANTANIFOTSY - GAPJ ANTSIRABE -BDE POLICE ROUTE ANTSIRABE	ANDRANOMANELATRA
	MANDOTO	- BDE ANKAZOMIRIOTRA - BDE AMBOHIMANAMBOLA - BDE BETAFO - BDE MANDOTO -BDE MORAFENO -PMP 14 MANDOTO	

L'Armée

Le tableau suivant donne les informations sur l'armée dans la région. Chaque structure a généralement sa fonction propre et est à vocation soit nationale, soit régionale.

Structure de l'armée

STRUCTURE	LOCALISATION	ACTIVITES
Ecoles Académie militaire (ACMIL) Ecole Nationale de Sous Officiers d'Active (ENSOA)	Antsirabe Antsirabe	Formation

ANNEXE 8

Principales industries d'Antsirabe

Intitulé l'Unité	Nature l'activité
COTONA	Textile-Service informatique
SACIMEM	Manufacture de tabac
STAR	Fabrique de boissons gazeuses
SEMINA	Eau minérale
SOCOLAIT	Lait concentré sucré, en poudre, farine lactée
PARAKY VAOVAO	Tabac à chiquer
PARAKY MAHAZOARIVO	Tabac à chiquer
TIKO	Huilerie, Tourteaux, Fromagerie, jus de fruit naturel, lait UHT
STE RARIJAONA	Ebénisterie, Menuiserie
ETS CHAPIN	Construction, Elevage
SOAM	Oxygène, Acétylène
MARONJANA	Stéarinerie
KOBAMA	Farine, céréales

Sources : Compilation des documents

Les infrastructures routières de la subdivision

Subdivision	Classe	RNP	RNS	RNT	RP	RC	TOTAL Km
Subdivision 5 Antsirabe	RB	92	169				261
	RTA		43		303	69	415
	RTB1		29		26		55
	RTB2				97	81	178
	RTB0				60	24	84
TOTAL		92	241		486	174	993

Source : MTP (Louis Berger International – Inc-1997)

RB : Route bitumée RTA : Route en terre aménagée

RTB1 : Route en terre de largeur > 4m

RTB2 : Route en terre 2m < largeur < 4m

RTB3 : Route en terre largeur non définie

ANNEXE 9

Les opérateurs privés

Nom de l'opérateur	Activité	Action de développement	Depuis	Public cible	Zone d'action
KOBAMA	Développement de la culture de blé Meunerie et vente de farine	-sensibilisation -octroi de crédit agricole -collecte de la production (blé) - approvisionnement en intrants	1983	Paysans membre de groupement	Antsirabe
Société Agriculture de Madagascar Sté AGRIMAD Immeuble TAOBAVY Soanierana BP 3272 Fiadanana Tana 101	-Importation et distribution intrants agricoles, alimentation animale, vaccins médicaments et matériels agricoles -Animation, formation et encadrement des producteurs agricoles -Exportation produits agricoles	-Promotion et vulgarisation de la mécanisation de l'agriculture -Etude de mise en place de société de leasing de matériels agricoles -Actions de formation et d'encadrement des agriculteurs -Fourniture d'intrants agricoles -Etudes de mise en place d'un central d'achat de fruits et légumes	Juin 2004	- Agriculteurs en général	Vakinankaratra

ARO	Assurance	Vulgarisation de l'assurance	1973	Monde assurable	Antsirabe Antanifotsy Betafo Faratsiho
NY HAVANA	Assurance	Vulgarisation de l'assurance	1982	Monde assurable	Antsirabe
Pépinière de la Mania	Production et vent de plants fruitiers et ornementaux	Organisation paysanne, boutique	1995	Paysans Opérateur	Antsirabe Soavina
SACOA	Distribution et collecte (intrants et petits matériels)	Productions semence avec OP Démonstration des produits	1982	Revendeur paysanne Association	Vakinankaratra Tsi/didy Ampizarantany Sakay Ambararatabe
SEPCM	Commercialisation (vente et achat)	-réseau de vente à travers revendeur et groupement de paysans de:	1958	-agriculteur individuels - groupement de paysan	Antsirabe Arivonimamo Miarinarivo Tana Ville

ANNEXE 10

Organisations Professionnelles d'Agriculteurs

NOM	DATE DE CREATION	NBR MAMBRE	VOCATION
FIFATA Fikamabanana Fampivoarana Tantsaha Vakinankaratra	1989	2590	-Activité communales Approvisionnement Collecte Stockage Commercialisation- Animation- Formation- Information Réunion de groupe- comités locaux de section

Bureaux d'études et entreprises de travaux

Nom de	Activité	Action de	depuis	Public cible	Zone d'action
--------	----------	-----------	--------	--------------	---------------

L'opérateur		développement			
Etudes et Conseils plus « ECP » Lot II L 70 Ankadivato	Etudes et maîtrise d'œuvre	-Etudes axées sur l'approche participative et la prise en charge de la gestion et l'entretien par les usagers après aménagement : FID, PDMO, ANGAP -Mise en place de la structure de conversation de la réserve spéciale d'Ambohitantely ANGAP	1995	Bénéficiaires=Usagers	- Vakinankaratra -Marovatana -Vonizongo -Tsi/didy

Source : DIRA Antananarivo

ANNEXE 11

DONNEE DE BASE FRUITS ET LEGUMES

FRUITS

DISTRICT	COMMUNES	SURFACES	RENDEMENT	PRODUCTION	PERIODE RECOLTE	PRICIPALES VARIETES	OBSERVATIONS
		Ha	T/Ha	Tonnes			

ANANAS

Betafo	Fidirana	5	15	75	Octobre novembre et mai juin	Victoria et Zanzibar
	Ankazomiriotra	6	15	90		
	Mandoto	150	15	2250		
Ambatolampy		26	10	260	Mai à juillet	Victoria
Faratsiho		7	10	70	Mai à juillet	Victoria

POMMIER

	Ambohibary	42	12.5	525	Février Avril	Ménagère Golden délicious Reinette			
	Andranomanelatra	27.5	16	440	Fév Avril				
	Ambano	146	12	1752					
	Alakamisy	8	12	96					
	Ambohimiarivo	14	12	168					
	Ambohitsimanova	5	10	50					
	Antsoatany	32	10	320					
	Soanindrariny	81	22	1782	Février Mai			Ménagère, Golden délicious Melrose Pommone Granny Smith	Non comprise Ferme de Betampona
	Ambatomena	72	22	1584					
	Antanambao	205	15	3075					
Tsarahonenana S	197	10	1970						
		45	14	630					
	Ambatonikolahy	80	15	1200	Fév Avril	Golden, Reinette, Johnatan Ménagère Golden délicious Reinettes			
		80	15	1200					
	Vinaninony Sud	45	15	675					
		45	15	675					

		242		2889			
--	--	-----	--	------	--	--	--

POIRIER

Antsirabe II	Andranomanelatra	12	18	216	Janvier Avril	Conference, Hybride Keiffer, Williams
	Alakamisy	4.5	15	67.5		
	Ambohibary	4	15	60		
	Ambano	51	10	510		
TOTAL		71.5		853.5		

PECHER

DISTRICT	COMMUNES	SURFACES	RENDEMENT	PRODUCTION	PERIODE RECOLTE	PRINCIPALES VARIETES	OBSERVATIONS
Antsirabe II	Ambano	117	10	1170	Déc à Février	Culemborg, var. locale, Admirable jaune	
	Andranomanelatra	39	22	858			
	Ambohibary	10	15	150			
	Antsoatany	207	9	1863			
	Ambohimiarivo	18	10	180			
	Ambatomena	12	15	180			
	Soanindrariny	16	15	240			
	Sous total		419				
Antsirabe I		7	10	70			
Sous total		7		70			
Berafo	Betafo	8	10	80			
	Andranomafana	2	10	20			
	Mandritsara	11	10	110			
	Tritriva	2	10	20			
	Sous total		23				
TOTAL		449		4941			
PRUNIER							
Antsirabe I	Ambatomena	87	20	1740		Methley, Wichson, Santa Rosa, Aple	
	Ambohibary	3	20	60			
	Andranomanelatra	70	20	1400			
	Ambano	151	20	3020			
	Alakamisy	52	18	936			
	Ambohimiarivo	21	10	210			
	Soanindrariny	11	16	176			
	Antsoatany	10	10	100			
Sous total		405		7642			

Antsirabe		7	15	105			
Sous total		7	15	105			
Ambatolampy		27	10	270			
Sous total		27	10	270			
Antanifotsy		56	10	560			
TOTAL		523		8793			

AGRUMES

DISTRICT	COMMUNES	SURFACES	RENDEMENT	PRODUCTION	PERIODE RECOLTE	PRINCIPALES VARIETES	OBSERVATIONS
Betafo	Fidirana	3	15	45	Mai à Août	Locale, Navels	
	Mandoto	25	20	500			
	Vinany	4	15	60			
Sous total		32		605			
TOTAL		32		605			
KAKI							
Anstirabe I		4	18	72	Février Avril	Yémone, kaki d'Ambano	
Sous total		4	18	72			
	Alakamisy	23	18	414			
	Ambano	39	20	780			
	Andranomanelatra	4	16	64			
	Antsoatany	3	10	30			
Sous total		69		1288			
Antanifotsy		7	20	140			
Sous total		7	20	140			

LEGUMES

DISTRICT	COMMUNES	SURFACES	RENDEMENT	PRODUCTION	PERIODE DE RECOLTE	PRINCIPALES VARIETES	OBSERVATIONS
		Ha	T/Ha				
Pomme de terre							
Antsirabe II	Tsarahonenana S	340	9	3060	Janvier, Mai, Novembre	Meva, Pota Spunta en cours d'expansion	
	Ambohimiarivo	202	12	2424			
	Alakamisy	1054	15	15810			
	Ambano	345	15	5175			
	Andranomanelatra	181	11.5	2081.5			
	Antsoatany	285	15	4275			
	Ambohidranadriana	113	9.5	1073.5			
	Sahanivotry Sud	500	10	5000			
	Ambohitsimanova	225	2	450			
	Belazao	283	10	2830			
	Antanambao	310	9	2790			
	Vinanikarena	148	12	1776			
	Manandona	207	10	2070			
	Antanimandry	112	10	1120			
	Mandrosohasina	650	14	9100			
	Alatsinainy Ibity	151	12	1812			
	Ambatomena	114	10	1140			
	Ambohibary	1285	15	19275			
	Mangarano	185	10	1850			
	Soanindrariny	160	10	1600			
Sous total		6850	221	1513850			
Antsirabe I		294	11	3234			
Betafo	Alarobia Bemaha	20	10	200	Janv Fév Mai Oct Nov		
	Al Marososona	510	10	5100			
	An Manapa	138	15	2070			

	Inanantonana	16	9	144			
	Manohisoa	20	9	180			
	Ahimanambola	26	9	234			
	Betafo	120	15	1800			
	Andranomafana	45	15	675			
	Mandritsara	100	15	1500			
	Mahaiza	92	10	920			
	Antsoso	77	12	924			
	Ambatonikolahy	600	15	9000			
	ALAK Anhativato	241	13	3133			
	Tritriva	420	15	6300			
Sous total		2425		32180			
	Faratsiho	10000	15	150000	Janv à Mars, Mai, Juin,		
					Nov Déc		
	Ambatolampy	1839	9.5	17470.5	Janv Mai Juin		
					Sept à Nov		
	Antanifotsy	4554	13	59202	Janv, Mai, Sept-Nov		
TOTAL		25668		1772702.5			

TOMATE

DISTRICT	COMMUNES	SURFACES	RENDEMENT	PRODUCTION	PERIODE DE RECOLTE	PRINCIPALES VARIETES	OBSERVATIONS
Antsirabe II	Ambohimiarivo	11	15	165	Nov déc, mars avril	Roma, casaque rouge	
Betafo	Ankazomiriotra	13	20	260	Novembre décembre		
	Manapa	2	22	44	Août novembre		
	Soavina	7	20	140	Novembre décembre		
	Mandoto	7	20	140	Janvier juillet		
	Betafo	270	25	6750	Mars à décembre		
	Mahaiza	9	25	225	Nov à mars		
	Antsoso	18	25	450	Octobre décembre		
	Al Anativato	2	22	44	décembre		
Sous total		328		8053			
TOTAL		339		8218			
CAROTTE							
Antsirabe II	Andranomanelatra	7	12	84	Mai à novembre	Nantaises locales	
	Mandrosohasina	120	25	3000			
	Ambohibary	104	19	1976			
	Ambano	260	18	4680			
	Alakamisy	137	18	2466			
Sous total		628		12206			
Antsirabe I	Antsirabe I	15	12.5	187.5			
Antanifotsy	Antanifotsy	130	15	1950			

TOTAL		773		14343			
-------	--	-----	--	-------	--	--	--

ANNEXE 12

Calendrier culturel de pomme de terre

	Juill	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin
1 ^{ère} Saison		■	■	■	■	■	■					
2 ^{ème} Saison						■	■	■		■		
Contre saison	■		■							■	■	■

Légende :

■	Préparation du sol	■	Entretien
■	Plantation	■	Récolte

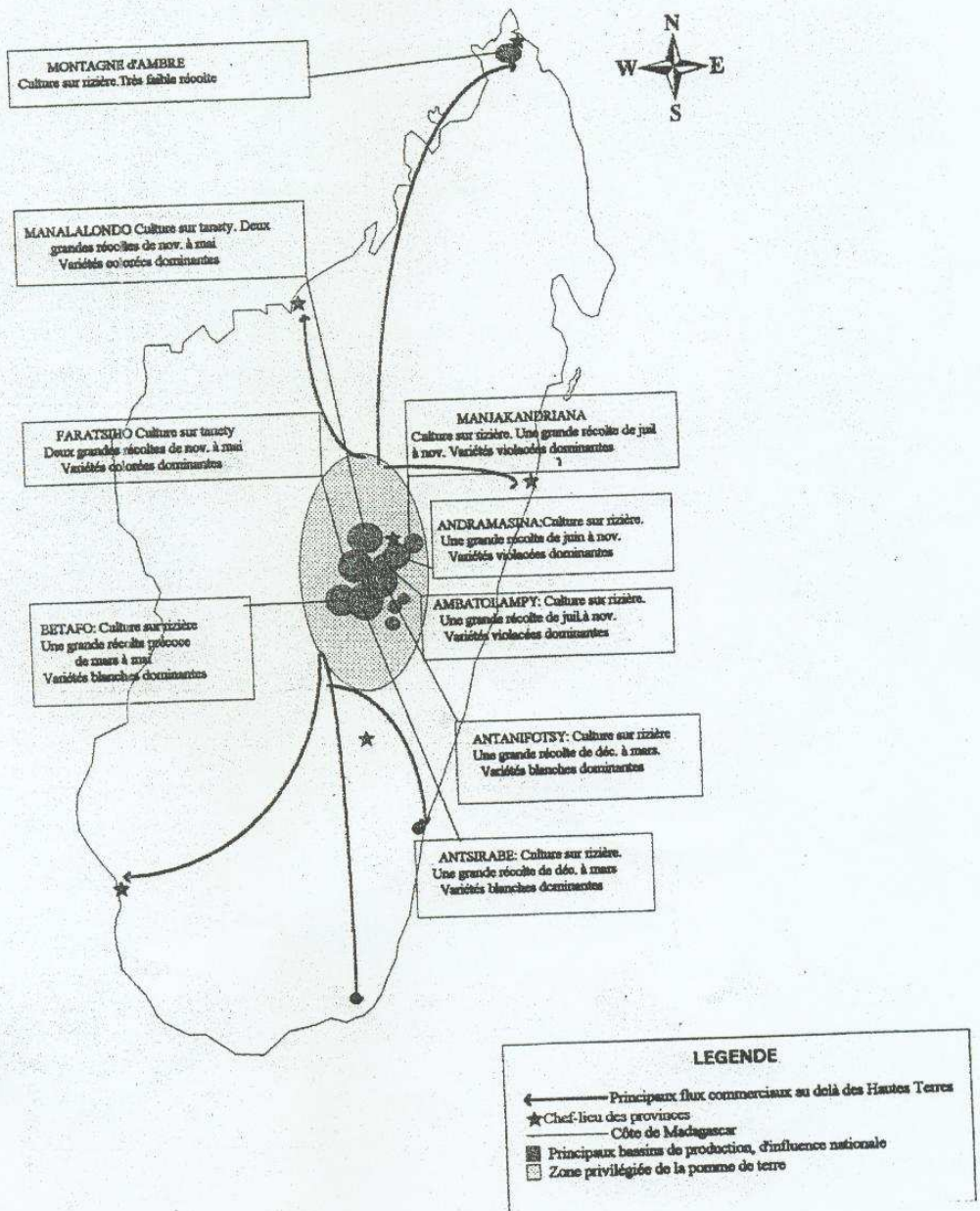
Productions et superficies exploitées par faritany

Source : Mministère de l'agriculture, direction de la planification et de l'information agricoles. Statistiques agricoles 2000

Faritany	Superficie (ha)				Production (t)			
	1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000
TOTAL	48800	49000	49000	49205	280000	281000	28718 0	286790 (100%)
Antananarivo	42700	42900	43265	43345	250765	252120	26183 0	258960 (90%)
Dont :								
Antsirabe	13855	13910	14050	14075	67910	68100		
Antanifotsy	8060	8095	8170	8190	57450	57490	83530	82650
Faratsiho	5870	5910	5950	5955	39500	39600	52665	52790
Ambatolampy	3480	3500	3530	3540	20100	20300	36950	36750
Betafo	3010	3030	3040	3035	15435	15550	20460	20320
Andramasina	2890	2930	2960	2980	15430	15460	18050	17500
Arivonimamo	2690	2715	2730	2720	19220	19395	18350 17000	17200 16940
Fianarantsoa	5460	5535	5160	5240	27215	27190	22970	25645 (8%)
Toamasina	320	285	290	310	1005	820	1210	1020 (0.3%)
Mahajanga	140	130	150	160	360	340	635	655
Antsiranana	105	90	85	90	365	250	305	350
Dont:								
AntsirananaII	85	75	70	70	300	195	205	
Toliary	75	60	50	60	290	280	230	260

Carte des flux de commercialisation de la pomme de terre

PRINCIPAUX BASSINS DE PRODUCTION DE LA POMME DE TERRE
 Culture d'altitude sur tany en saison- Culture sur rizière en contre saison



LISTE DES ABREVIATIONS :

CTHA : Centre Technique Horticole d'Antananarivo

SVP : Service de Protection des Végétaux

BNM : Bureau des Normes de Madagascar

DSRP : Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté

GTDR : Groupe de Travail pour le Développement Rural

PSDR : Projet de Soutien au Développement Rural

PADR : Plan d'Action pour le Développement Rural

PRDR : Programme Régional pour le Développement Rural

CCIAAA : Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Artisanat et de l'Agriculture
d'Antananarivo.

MAEP : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

ZLE : Zone de Libre Echange

PIB : Produit Intérieur Brut

DRDR : Direction Régionale du Développement Rural

PCD : Plan Communal de Développement

PTA : Plan de Travail Annuel

PIP : Programme d'Investissement Public

Nom : RALAMBOZANANY Reine Dolcia

Titre : La filière fruits et légumes dans la Région du Vakinankaratra

Nombre de page : 57

Nombre de tableau : 21

Nombre d'annexe : 13

Mots clés : Production, transformation, commercialisation, relation entre les acteurs,
normalisation et sécurité
alimentaire, politiques de développement rural.

RESUME :

Grâce à ses potentialités agro-climatiques, Madagascar cultive la plupart des espèces fruitières et légumières tant tropicales que tempérées. Chaque région a sa spécificité. Nous, dans notre étude, avons choisi la région du Vakinankaratra à cause de sa renommée dans la production de fruits et légumes.

Dans notre étude, nous avons d'abord analysé le contexte socio-économique de la région qui nous a permis de voir les principaux secteurs économiques qui s'y trouvent et de constater les principales contraintes et potentialités. Ceci nous a aussi permis de faire une analyse approfondie de la filière fruits et légumes en passant par l'aspect production, transformation et consommation. Puis, nous avons pu en tirer la place de la filière dans le développement de la région en passant par l'organisation des filières et les relations marchandes entre les acteurs, le rôle de l'informel dans l'approvisionnement et la distribution des produits, les stratégies des entreprises et la compétitivité sur les marchés et la normalisation des produits, la qualité et la sécurité alimentaire. Ensuite, nous avons fait une analyse globale des politiques agricoles et alimentaires que ce soit au niveau national ou régional. Comme on ne peut pas ignorer la mondialisation, nous avons analysé l'impact de la mise en œuvre de la zone de libre échange sur la filière. Enfin, on a étudié les politiques prises sur la filière et la contribution de la filière dans le développement rural.

